

CHOC DE COMPÉTITIVITÉ !



***La Social-Démocratie, c'est un loup de droite habillée
en grand-mère de gauche !***

- **De Marcel Debelley, dirigeant historique du Regroupement Communiste Unifié, syndicaliste de classe sachant aller à l'essentiel à propos des contre-réformes sur les retraites :**



Au vu de la campagne présidentielle, les plus optimistes ont espéré qu'au moins disparaîtrait la décote qui réduit le montant des retraites pour les carrières déclarées incomplètes, ou encore que le droit de partir à 60 ans serait rétabli. Sur ce point, le changement se limite aux carrières longues (ceux qui, à 20 ans, avaient déjà cotisé 5 trimestres ! ...) et à quelques cas particuliers. Les médias, la droite et certains ministres font croire que ce droit est rétabli pour tous les salariés. Ici, la continuité

s'accompagne d'un mensonge organisé. Questionnez sur l'origine de la fameuse décote, et vous rencontrerez l'ignorance ou la volonté de ne pas savoir. Car c'est à la gauche qu'on doit la décote. En 1982, les organisations patronales critiquaient le droit de prendre sa retraite à partir de 60 ans, accordé par le gouvernement Mauroy aux salariés du régime général. Alors, pour satisfaire le C.N.P.F., le gouvernement a inventé la décote dans le secteur privé. La mesure n'a pas été vraiment dénoncée ni combattue à l'époque. D'abord, elle venait de la gauche, accompagnée de la cinquième semaine de congés payés et de la hausse du S.M.I.C.. Ensuite, la plupart des retraitables masculins avaient, en 1982, largement les 37,5 annuités exigées pour la retraite à taux plein. Il en allait autrement pour beaucoup de femmes. Et la mesure devenait, à terme, très pénalisante pour tous car chaque trimestre manquant enlevait 1,25 % à une retraite plafonnée à 50% d'un salaire annuel moyen calculé sur les dix meilleures années.

Ensuite, les mesures Veil-Balladur de l'été 1993 ont exigé progressivement, 40 annuités validées et instauré le calcul sur les 25 meilleures années. Ces mesures ont rogné les retraites du régime général et imposé à beaucoup de salariés le choix entre : travailler jusqu'à 65 ans pour le taux plein ou toucher le

minimum vieillesse. Après l'échec de Juppé et de la C.F.D.T. à l'automne 1995, les banques, les assurances, les médias déclenchent une campagne sur les retraités nantis, la démographie, la nécessité d'aligner les différents régimes... Le coup de force de Barcelone (en avril 2002, Chirac et Jospin signent en catimini un texte prévoyant la privatisation de l'énergie et aussi un recul de 5 ans de l'âge moyen pour la retraite) ouvre la voie aux lois successives qui ont démolie le Code des Pensions de la Fonction publique et les régimes spéciaux. En 2003, décote pour les retraites du secteur public et augmentation de la durée de cotisation. En 2009, pour tous les régimes, double peine (davantage d'annuités exigées + recul de l'âge) avec le risque de nouvelles aggravations lors du rendez-vous prévu pour 2014. Alors, on accepte la continuité ?...

- **I.C. : nous publions ici quelques extraits du courrier que notre camarade Henriette Dubois* (Nice, 06) a adressé à G. Gastaud :**

Cher camarade,
Merci infiniment de m'avoir adressé l'ÉtincelleS [n°23 «Mémoire du Communisme français : des origines à

la Renaissance» ndlr]. (...)
Je me permets d'évoquer la mémoire de Raoul Gastaud, décédé depuis quelques années. Il fut Maire communiste pendant 2 ou 3 mandatures (Ancien Résistant, Commandant des Milices Patriotiques des Bouches-du-Rhône, ancien interné à Oraison et St. Sulpice-la-Pointe), victime lui aussi de la «répression bureaucratique» dont tu fais état dans ton texte de 1996 reproduit dans l'ÉtincelleS.

Je suis très honorée de figurer dans ce numéro aux côtés de tous ces camarades disparus. Merci à vous tous pour le P.R.C.F qui nous redonne, aux «vieux», l'espoir d'une renaissance communiste devant permettre à nos petits-enfants de se battre et de savoir «pourquoi et comment».

Très fraternellement,
* figure de proue de la Résistance communiste dans le Midi, membre du comité de parrainage du P.R.C.F.

Pour écrire au
Courrier des
Lecteurs :
Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

**Abonnez-vous à
«ÉtincelleS»**

*La revue théorique du
P.R.C.F. !*

4 numéros : 24€

(étudiants et chômeurs : 16€)
Chèques à l'ordre du P.R.C.F.
à envoyer à Annie Crovisier,
10 rue Grignard, 62300 Lens

INITIATIVE COMMUNISTE N°126

Edité par le P.R.C.F.
www.initiative-communiste.fr

Rédaction, administration :
BP 30111 - 62802 LIEVIN

Dépôt légal : à parution
CPPAP 0615P11367

ISSN : 1321-3513

Imprimerie L'Artésienne, 62800 Liévin

Directeur de la publication : Jean-Pierre Hemmen

Directeur politique : Georges Gastaud

Rédacteur en chef : Vincent Flament

Abonnements : Jean-Claude Houseaux

Gestion : Madeleine Dupont

Sommaire :

- **La Côte d'Ivoire dans le broyeur du F.M.I. (p 4-6)**
- **Congrès crucial pour le P.C. Chinois (p 4-6)**
- **Dialogue social et fumigènes au salon de l'auto (p 7-8)**
- **La direction de la F.S.U. la tête dans le sable (p 7-8)**
- **Dette, compétitivité... : la grosse arnaque (p 9-11)**
- **Pays Basque, Pays de Loire... : le grand flicage (p 9-11)**
- **Bernard Arnault, une histoire belge (p 12-13)**
- **Nobel de la paix : explosif ! (p 12-13)**
- **Modell Deutschland : gross malheur ! (p 12-13)**
- **Moutons, mutants et mutins (p 14)**
- **Le P.R.C.F., bête noire des «antifascistes» de papier (p 15)**
- **Le 2 février, on refait Stalingrad ! (p 16)**

Les élections aux USA avaient lieu trop tard pour que nous puissions en rendre compte dans ce numéro. Elles feront bien sûr l'objet d'une analyse dans celui de décembre.

De même, au moment de boucler le journal, nous ne disposons pas encore de compte-rendu détaillé des rencontres communistes de Vénissieux et de l'université d'automne du M'P.E.P. qui se tenaient fin octobre, et dont nous parlerons largement le mois prochain.

Initiative Communiste

Bulletin d'abonnement :

1 an : 22€ (chômeurs, étudiants : 18€) - 6 : mois : 11€

NOM :

Prénom :

Adresse :

CODE POSTAL : VILLE :

Chèque à l'ordre d' «Initiative Communiste»
à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIEVIN

Faire supporter par les travailleurs 30 milliards de cadeaux aux capitalistes : c'est ça le «Rapport Gallois» !

L'U.M.P. et le M.E.D.E.F. ont satisfaits et soutiennent le «rapport Gallois» et ses préconisations. Normal on prend de la poche des travailleurs à travers la hausse de la T.V.A. pour remplir celles des patrons. En même temps on casse le peu de croissance en amputant le pouvoir d'achat des travailleurs et des classes moyennes déjà gravement compromis par les salaires bloqués ou en baisse en termes réels et des hausses des impôts locaux scandaleux.

Toujours les mêmes recettes depuis 1930, faire payer la crise du capitalisme par ceux qui :

1. n'y sont pour rien
2. en sont les principales victimes
3. subissent la baisse de leur pouvoir d'achat déjà faible
4. subissent le chômage de masse qui comme un cancer ronge et détruit des millions de vies.

Et pendant ce temps-là les grands capitalistes et les gros actionnaires se gavent de milliards extorqués au travailleurs, se vautrent dans un luxe que l'imagination des travailleurs ne peut même pas concevoir.

Tous les chiens de garde du capital aboient les mêmes mensonges sur toutes les ondes, sur tous les écrans, dans tous les journaux : la vérité unique et le trop célèbre T.I.N.A. de Madame Thatcher qui, les mains couvertes du sang des mineurs anglais, des patriotes irlandais et des soldats argentins et anglais, expliquait au monde «There is no alternative», il n'y a pas d'alternative.

La vérité unique : la dette doit être comblée pour cela il faut des réformes courageuses et des sacrifices de tous. Traduction: la dette faite par les capitalistes doit être payée par les travailleurs pour ce faire il faut des régressions sociales (tuer les services publics, baisser les salaires et les pensions, délocaliser, développer le chômage pour ainsi peser sur les salaires par le chantage permanent : baisse du salaire ou la porte... Etc.

Mais qui va acheter les biens produits si les producteurs n'ont plus d'argent pour ce faire ? Ainsi on tue le malade et on le proclame guéri !

Certes le «Rapport Gallois» contient d'autres propositions mais, enfermé dans la logique de l'U.E., dans son carcan mortel pour notre industrie et notre pays, il s'agit de vœux pieux ou de diversions pour cacher l'essentiel. Si on ne brise pas les chaînes de l'U.E. et si on n'organise pas la sortie de cette prison des peuples par la porte de gauche il n'y a pas de politique progressiste possible d'autant que le premier responsable du «décrochage économique» et de la «faible compétitivité» dont on nous rebat les oreilles, c'est l'Euro fort imposé par Berlin, qui plombe les exportations !

Le «Rapport Gallois» est une vaste opération de communication pour camoufler la capitulation, ô combien prévisible, du P.S. devant les capitalistes. Non seulement les socialistes «capitulent» mais qu'ils mènent la politique euro-formatée du grand capital comme hier avec Zapatero en Espagne, Papandréou en Grèce, Schröder en Allemagne, Blair en Grande-Bretagne.

L'affaire des «pigeons» où l'absence de la moindre velléité de résistance des Hollande, Ayrault et leur clique est exemplaire. Mais il y a toujours une vraie gauche qui sait que le tir au pigeon est un sport noble...

C'est cette vraie gauche, la gauche franchement communiste, populaire, démocratique, patriote, républicaine et internationaliste qu'il faut que chaque citoyen ait à cœur de défendre et renforcer en la rejoignant. Le Pôle de Renaissance Communiste en France est cette organisation, votre organisation.

Les communistes ont besoin de vous, vous avez besoin des communistes !

Par la Rédaction

Rejoignez le P.R.C.F. ! Abonnez-vous à «Initiative Communiste» !



Parrainé par les plus grands noms de la Résistance communiste, de l'anticolonialisme militant et du syndicalisme de classe, le P.R.C.F. s'efforce de faire vivre le grand héritage du P.C.F., particulièrement l'appel à mettre la classe ouvrière au centre de la nouvelle résistance populaire et patriotique à la désintégration euro-atlantiste de la France.

Construire un nouveau C.N.R. avec tous ceux qui, dans leur diversité républicaine et antifasciste, veulent sortir la France du broyeur euro-atlantique, voilà l'unique alternative révolutionnaire qui peut permettre à la classe ouvrière de diriger une large alliance des classes populaires et des couches moyennes pour isoler le grand capital et rouvrir concrètement – pas dans les mots mais dans les faits – une voie révolutionnaire vers le socialisme sans lequel notre pays et l'ensemble de ses acquis sociaux et culturels disparaîtra dans «les eaux glacées du calcul égoïste» (Marx).

Mais pour que renaisse un vrai parti communiste porteur de cette espérance révolutionnaire, pour que les communistes aujourd'hui dispersés interviennent ensemble dans les luttes, pour que le monde du travail reprenne l'offensive contre le capital en se détachant des illusions «euroconstructives», il faut renforcer le P.R.C.F., qui assume l'héritage communiste tout en proposant une analyse marxiste-léniniste adaptée à notre temps. C'est pourquoi nous vous invitons à rejoindre le P.R.C.F., à vous abonner à Initiative communiste, le mensuel du P.R.C.F., et à Etincelles, sa revue théorique. Et si vous avez des désaccords, écrivez-nous, tout courriel fraternel recevra une réponse fraternelle.

Le Secrétariat du P.R.C.F.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF

- **Cuba solidaire de Pacifique, la Syrie**

Lors de la vingt-et-unième session ordinaire du Conseil des Droits de l'Homme de l'O.N.U., Rodolfo Reyes Rodríguez, représentant permanent de Cuba à Genève, a indiqué que Cuba condamnait toute tentative de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie. Il a également demandé l'arrêt des massacres et des actes terroristes, et la fin de l'envoi d'armes et d'argent aux groupes insurgés. Le représentant cubain a aussi dénoncé la manipulation médiatique de la situation dans des buts politiques.

- **Désintox**

«*Contrairement à ce que nous affirmions la semaine dernière par erreur, le taux de la population vivant sous le taux de pauvreté au Venezuela n'est pas de 80 %. Selon l'Organisation des Nations Unies, il est passé de 49,04 % à l'arrivée de Chávez au pouvoir il y a 14 ans à 27,8 % l'année dernière. Enfin, concernant le réseau ferroviaire du pays, il était faux de dire qu'il y a une unique ligne de train pour voyageurs au Venezuela, mais bel et bien plusieurs autour des grandes villes.*» (David Pujadas, journal télévisé de 20h00 de France 2, le 8 octobre, lendemain de la réélection de Chavez).

Le standard de la chaîne publique et sa boîte courriel ont dû chauffer après l'accumulation de grossières contre-vérités anti-chavistes dans le J.T. du même Pujadas le 3 octobre...

- **Etrange laïcité en Turquie**

Le pianiste et compositeur turc Fazil Say est menacé de prison pour avoir proclamé son athéisme. C'est une première raison pour lui manifester sa solidarité. Fazil Say est l'auteur d'un oratorio sur les œuvres de son compatriote, le poète communiste Nazim Hikmet.

- **Le printemps tunisien n'est pas fini**

Et sa récupération par les islamistes ne passe pas partout. Le 3 octobre, à Sidi Bouzid, le gouverneur a dû quitter son palais pour échapper à des manifestants furieux qui réclamaient son départ. Ils lui reprochent de refuser tout dialogue sur les questions sociales, et de préférer demander à la police d'arrêter les protestataires.

- **Pacifique, vraiment ?**

Ah, les affreux Chinois, leur nationalisme exacerbé et leurs «*manifestations suscitées par le régime*» à propos des îles Senkaku ! Nous médias oublions soigneusement que la revendication nipponne sur cet archipel a immédiatement été appuyée par les U.S.A. – dont la cinquième et la septième flotte sont déjà dans le secteur en attendant mieux : le pentagone a clairement annoncé son intention de faire passer la majorité de ses bâtiments dans le Pacifique au cours des années à venir. Et on nous explique ensuite que Pékin monte en épingle l'affaire des îles Senkaku...

- **L'A.N.C. piégée par ses contradictions**

Combattre les inégalités générées par l'apartheid sans remettre en cause le capitalisme : cette contradiction de l'A.N.C. était tenable tant que le racisme officiel étouffait l'Afrique du Sud. Elle l'est de moins en moins dans le système néocolonial mondialisé. Le N.U.M., premier syndicat de mineurs du pays, affilié à la Cosatu, qui soutient l'A.N.C., a condamné la grève de la mine de platine de Marikana en août. Après le bâton (34 mineurs abattus par la police), le président Zuma a essayé la carotte du «*Sommet social*» pour tenter d'empêcher le mouvement de faire tache d'huile. En vain. Le patronat prend le relais de la répression : douze mille grévistes ont été licenciés par le géant U.S. Amplats. Avec la bénédiction du gouvernement...

- **Communiqué du P.C. Vénézuélien après la victoire de Chavez (extraits)**

«*Nous souhaitons saluer l'ensemble du peuple vénézuélien sans exception, qui a participé de façon massive à ce moment de prise de pouvoir par le peuple, moment qui s'intègre dans le processus qu'on est en train de se construire, au moment où le peuple a exercé son droit à décider de la personne qui devait diriger les affaires du pays.*

Nous avons obtenu une grande victoire populaire et, dans le même temps, que nous avons infligé une défaite stratégique aux forces de l'impérialisme qui, de connivence avec le sionisme

international, ont tenté de faire tourner en arrière la roue de l'histoire.

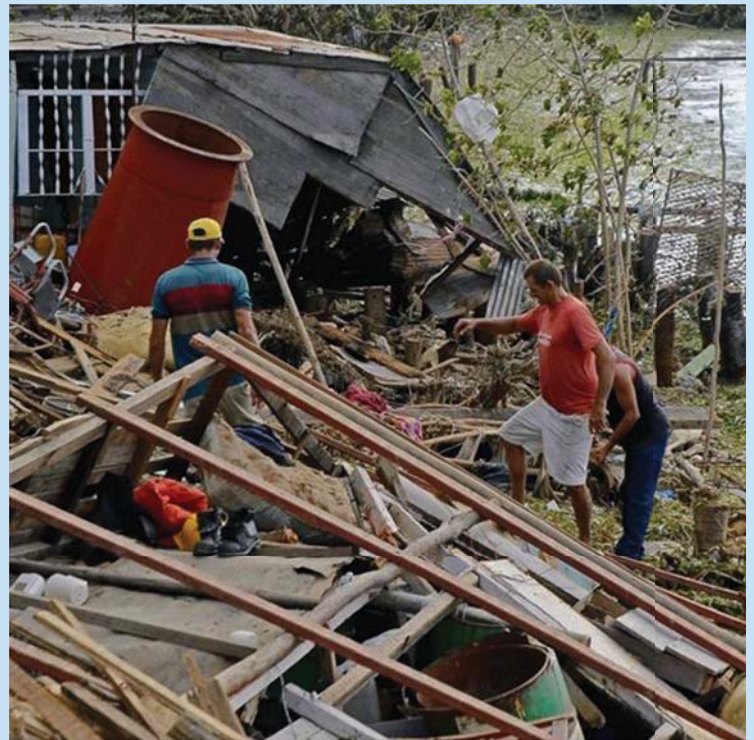
C'est une belle victoire populaire, qui de notre point de vue, exprime avant tout un message de soutien et de participation à ce processus, mais en même temps, la façon même dont se répartissent les voix de l'alliance anti-impérialiste indiquent qu'il y a un message critique.»

«Les erreurs méritent, une fois identifiées, d'être corrigées par les travailleurs et les travailleuses, avec la participation active des communautés et peuples indigènes ; avec les courants populaires chrétiens qui se reconnaissent dans ce processus de transformation. Les corriger à partir des positions de la classe ouvrière et du mouvement général des travailleurs et des travailleuses

qui exigent que le discours sur la construction d'une société socialiste soit mis en accord avec les formes, manières et modes, non seulement de production mais aussi de direction des centres de production.

Un autre message que nous transmettent ces résultats électoraux, c'est la nécessité réaffirmée d'avancer dans la construction d'une direction collective du processus bolivarien. Il faut rompre avec la conception d'une direction unilatérale, par en haut, qui est la façon de diriger imposé par le capitalisme et l'impérialisme, pour pouvoir véritablement avancer vers de nouveaux rapports sociaux de production qui expriment un bond qualitatif dans le processus politique vénézuélien», a souligné Figuera.

Après le cyclone : Solidarité Cuba !



On le sait, Cuba a été frappé par une violente tornade qui a fait des morts et des dégâts extrêmement importants. Cuba l'internationaliste a besoin de ses amis.

Le P.R.C.F. a donc décidé une collecte exceptionnelle de solidarité avec le peuple cubain. Celle-ci sera remise à l'Ambassade de Cuba en France.

Adresser vos dons aux responsables des A.R.C. du P.R.C.F. que vous connaissez ou à notre trésorière Annette Mateu Casado 6 impasse des Colombes, 66300 VILLEMOLAQUE en précisant «Solidarité Cuba».

Contradictions



C'est sans doute ce qui caractérise le mieux la situation de la Chine.

Incontestablement le développement de la puissance chinoise est un facteur d'équilibre des forces en particulier vis à vis de la principale puissance impérialiste, les États-Unis. Le monde ne subit plus la domination sans partage des E.-U. L'exemple de la Syrie, menacée gravement par l'impérialisme mais trouvant dans la Chine et la Russie des empêchements d'agresser sans entraves.

Incontestablement les gouvernements africains où la Chine affirme sa présence peuvent jouer de la concurrence entre les offres qui leurs sont faites.

Incontestablement le développement économique de la Chine est une opportunité pour des entreprises d'autres régions du monde, y compris françaises dans la mesure où le marché chinois peut être demandeur de produits fabriqués en France.

Incontestablement le développement des forces productives de la Chine permet à des travailleurs, des cadres chinois de sortir de la pauvreté et de développer un marché intérieur.

Incontestablement les travailleurs chinois, fort d'une histoire de luttes et de victoires historiques, savent créer des rapports de forces qui permettent par exemple des hausses parfois très importantes des salaires et de la mise en place de protections sociales.

Tout aussi incontestable si en Chine

la voie capitaliste s'affirmait, les lois universelles qui caractérisent ce système produirait les mêmes effets qu'ailleurs et dont on peut voir déjà les prodromes : inégalités sociales, corruption, développement inégal des régions, populations se déplaçant de régions en régions pour trouver un travail précaire, bref exploitation des masses travailleuses.

De plus la concurrence entre pays capitalistes n'est pas synonyme de paix et donc les tensions déjà perceptibles entre grandes puissances pourraient se transformer en confrontation pour les matières premières et la conquête de marchés.

En Afrique la présence chinoise profite-t-elle aux peuples ou bien à des oligarchies choisissant les offres les plus alléchantes pour elles ?

La Chine en devenant l'usine du monde doit exporter ce qu'elle produit et donc entre en dépendance vis à vis des grandes économies capitalistes en pleine crise faute d'un marché intérieur suffisamment développé.

Le développement des forces productives dans le carcan des lois du capitalisme entre en contradiction avec les rapports sociaux et cette loi qui définit le capitalisme ne saurait épargner la Chine.

La lutte des travailleurs, si elle connaît des succès, ne remet pas en cause la question de la propriété des grands moyens de production qui reste la pierre de touche entre le socialisme et

le capitalisme. Utiliser le marché est une chose, définir un hypothétique «socialisme de marché», dont les termes mêmes sont antinomiques, en est une autre.

On constate donc que des choix inéluctables devront être fait par le P.C.C..

Or sa composition même est contradictoire, les 70 députés les plus riches à l'Assemblée nationale populaire totalisent 90 milliards de dollars d'actifs... Ce qui signifie qu'une bourgeoisie se constitue et nous savons que, comme le disait Barnave au moment de la Révolution française, «une nouvelle répartition des richesses implique une nouvelle distribution des pouvoirs». Au sein du P.C.C. il y a donc lutte entre les avocats d'une économie capitaliste décomplexée et les défenseurs du socialisme, sans parler de ceux qui, par intérêt, impuissance ou refus de choisir, naviguent entre ces positions contradictoires. A l'heure où le passé maoïste est réévalué à la hausse dans les masses grâce à son image égalitaire il est clair que ce combat n'est pas clos.

C'est pourquoi nous suivrons avec la plus vive attention ce 18^{ème} Congrès du P.C.C. dont on verra comment il traite, ou non, ces contradictions dont l'importance est immense pour la Chine et le mouvement ouvrier international.

Antoine Manassis
Secrétaire de la Commission
internationale du P.R.C.F.

Les «Combattants de la Liberté»

De l'Afghanistan à la Libye, l'impérialisme se retrouve aux prises avec ses alliés

Chacun se souvient du président des États-Unis, Ronald Reagan qui, vite imité par le «socialiste» français Bernard Kouchner, avait baptisé les fondamentalistes obscurantistes afghans de «combattants de la liberté» ; dame, ces obscurantistes médiévaux avaient l'immense mérite de combattre les démocrates et communistes laïques afghans et les troupes soviétiques, appelées en Afghanistan par le gouvernement légal du pays.

Mais une fois la victoire de la contre-révolution anticommuniste assurée en Afghanistan, les mêmes forces qui étaient soutenues par les États-Unis ont pris un virage anti-U.S., l'épisode de Ben Laden étant le plus connu.

En Libye, comme ailleurs au Moyen Orient ou au Maghreb, les U.S.A. ont soutenu les islamistes intégristes là contre le régime Kadhafi, ici contre celui de Bachar El Assad. Aujourd'hui ces mêmes islamistes ont assassiné le représentant des États-Unis en Libye... Un bienfait est toujours récompensé !

Aucun enseignement n'a pourtant été tiré par les Reagan, Clinton et autres Obama : ce sont toujours les mêmes sordides calculs tactiques, toujours le soutien de la pire alternative pourvu que l'once de progressisme soit éradiquée, que l'ombre d'une volonté de souveraineté soit anéantie, pourvu que l'impérialisme triomphe... un bref instant, avant d'être tôt ou tard mis en déroute par la lutte des peuples !

**A bas le
prétendu
droit
d'ingérence !**

Cette «Françafrique» qui n'existe plus...



Sarkozy l'avait enterrée au début de son mandat ; Hollande en a fait autant en entamant le sien. La répétition de la cérémonie funèbre aura convaincu les plus optimistes : la «Françafrique» est morte trop souvent pour ne pas être toujours vivante.

Dans un texte publié le 26 septembre, Mohamed Salikèné, Président du parti Solidarité et des Forces de Solidarité Patriotiques, dénonce le rôle joué par la France au Mali, avec l'appui de l'Europe et des U.S.A. : «Depuis l'agression contre la Libye, les mercenaires et combattants infiltrés, partis de Benghazi, sont une colonne de pions et espions des puissances occidentales.»

Le Mali : un bastion anti-impérialiste en Afrique

«Le Mali, remarque Mohamed Salikèné, en plus d'être le foyer emblématique de l'Islam d'Afrique noire, Islam combattu par les tenants actuels de la Croisade à Bush, a le tort d'être celui qui a toujours eu dans le temps une diplomatie intransigeante de solidarité avec les peuples en lutte pour la liberté et l'autodétermination

(...) Notre pays s'est ainsi retrouvé comme chef de file, en Afrique et dans le tiers-monde, de défense de la cause palestinienne et du boycott d'Israël.»

Le M.N.L.A., pion de Paris

Salikèné accuse les services français d'avoir créé de toute pièce le Mouvement National de Libération de l'Azawad, qui agresse le Mali aujourd'hui. «Mais, où a-t-on jamais vu une troupe combattante, une armée de libération supposée, occuper un espace de conquête et laisser d'autres forces en armes venir tranquillement se balader, s'installer librement, et patrouiller sur son territoire, en faisant du coup un no man's land ?» s'étonne-t-il. «En vérité, tous les autres groupuscules qui les ont suivis, sans forcer de barrages à ce qu'on sache, sont des partenaires circonstanciels mis ensemble par un seul et même mentor, la France.»

Le but de l'opération ? «Qui n'a pas saisi que la stratégie des comploteurs, France et alliés, est de favoriser un profond ancrage des extrémistes dans la société malienne pour pourrir les liens sociaux multiséculaires», explique le Président du parti S.A.D.I.

Retrouvez l'intégralité des «Pôle-Positions» du P.R.C.F. sur son site : <http://www.initiative-communiste.fr>

La Côte d'Ivoire dans la tourmente

Le Samedi 3 novembre dernier, à Paris, quelques dizaines de partisans de l'ancien président de la République de Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo ont manifesté devant le siège de l'A.F.P. et de Reporters Sans Frontières pour dénoncer la censure médiatique concernant la situation très préoccupante de ce pays.

Les manifestants ont distribué des tracts sur l'existence de «camps de concentration» en Côte-D'Ivoire et ont dénoncé un massacre commis le 20 juillet à Duékoué, quand un «camp de déplacés» se situant à Nahibly (ouest du pays), province pro-Gbagbo, a été attaqué (bilan : six morts, selon l'O.N.U.).

Le scandale des camps

La Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme a dénoncé ces «camps de détentions» illégaux, où les droits de l'homme seraient fréquemment violés, et où les conditions de vie sont catastrophiques : les hôpitaux ne fonctionnent quasiment pas, les enfants sont déscolarisés, la faim tue.

Les femmes enceintes n'ont aucun suivi médical, car il faut d'abord payer, pour être suivie médicalement. Par manque de matériel ou d'argent, ces pauvres femmes voient leur bébé mourir (mort-né, mort pendant la grossesse de sous-alimentation, de manque d'hygiène... Etc.). Les «chanceuses» qui voient leur bébé naître prématurément, sont dans obligation d'avoir quelques Francs C.F.A. dans leurs poches, car elles doivent payer d'abord pour que leurs bébés puissent partir en couveuse. Sinon, on laisse leurs bébés mourir ! Beaucoup d'enfants sont sous-alimentés, voient leurs parents décéder jeunes, les laissant sans aucun espoir. Évidemment les systèmes d'accueil et éducatif pour ces enfants n'existent pas.

Des maladies comme le paludisme, la tuberculose, le S.I.D.A. déciment la Côte d'Ivoire.

Le plus inquiétant est l'annonce faite

par le directeur exécutif du fonds mondial de lutte contre le S.I.D.A., la tuberculose et le paludisme, Monsieur Kazatchine qui a pris la décision de geler jusqu'à «nouvel ordre» les aides financières injecter pour lutter contre ces maladies en raison de «l'instabilité du pays»..

Retour sur les événements de 2011

Évidemment, dans le même temps les multinationales implantées dans ce pays, se «gavent» de profits. Sous le régime de Laurent Gbagbo, les conditions matérielles restaient insuffisantes, mais il y avait un «service minimum».

Le 8 décembre 2010, Gbagbo est proclamé vainqueur des élections présidentielles. Il est ensuite investi par le conseil constitutionnel. Angola et Afrique du sud soutiennent ces résultats.

Le 16 décembre, les résultats sont remis en cause par Alassane Ouattara qui se proclame à son tour Président. Ancien dirigeant du F.M.I. et ami de Nicolas Sarkozy, il sera soutenu par les pays impérialistes et, notamment, la France.

Après une semaine de pilonnages sur la résidence de Laurent Gbagbo, le 11 avril 2011, les forces de l'impérialisme français arrêterent L. Gbagbo. Actuellement, des milices armées sont toujours présentes dans certaines villes de Côte d'Ivoire.

Aujourd'hui, il est déconseillé de se revendiquer pro-Gbagbo sous peine de déportation, de torture... ou de mort. Laurent Gbagbo est dans l'attente de son jugement par la C.P.I. (Cour Pénale Internationale).

Notons que la Côte d'Ivoire est riche en matière première, café, cacao, coton, or.

Les trusts peuvent compter sur le soutien d'un nouveau président, économiste libéral, homme du F.M.I. et proche des milieux d'affaires...

Jimmy Dalleedoo

Le Secrétaire Général du P.C. Syrien : «Ils ne pourront pas nous vaincre !»

Dans un entretien avec le journaliste cubain Ernesto Gómez Abascal, Ammar Bagdache, Secrétaire Général du Parti Communiste Syrien, explique quelle est sa position par rapport au régime syrien : «C'est un gouvernement patriotique, anti-impérialiste et antisioniste, bien qu'il applique un modèle économique clairement capitaliste. Même si le Parti Baas, qui était et est toujours la force dirigeante du gouvernement, a proclamé le socialisme arabe en Syrie, il n'est pas socialiste au sens marxiste du terme. Cependant, le P.C.S. fait partie du Front Progressiste composé aujourd'hui de dix partis. (...) Nous avons un ministre dans le gouvernement et nous considérons, qu'à ce niveau du parcours, c'est la meilleure option. Nous sommes et nous avons toujours été disposés à améliorer le système. En 2005 nous sommes opposés à des changements calqués sur le modèle néolibéral, nous avons la preuve aujourd'hui qu'ils ont été le terreau d'une catégorie marginale que l'opposition armée a su s'attirer. Des erreurs ont été commises, maintenant il faut les corriger.»

«Le gouvernement que nous avons en Syrie a une position constructive pour réaliser des changements importants – ils commençaient à être adoptés mais l'intervention armée étrangère empêche, pour le moment, leur mise en application normale.»

«Si le gouvernement actuel venait à être renversé, la seule éventualité serait la prise du pouvoir par les Frères Musulmans, rappelle Bagdache, ce qui constituerait un grand bond en arrière pour un peuple qui, depuis pas mal d'années, bénéficie d'un système laïque moderne, ne connaît pas le sectarisme et n'a jamais vécu avec de telles tensions. Mais nous sommes optimistes, même si la lutte dure encore un certain temps, nous sommes certains qu'ils ne pourront pas nous vaincre.»

Interrogé sur les chances de victoire des rebelles, le Secrétaire Général du P.C.S. est catégorique : «Plus le temps passe, plus il est clair qu'ils ne pourront pas nous vaincre. Ils n'ont pu prendre le contrôle d'aucune ville importante, malgré leur plan initial et l'arrivée de milliers de mercenaires extrémistes et salafistes, assistés des services spéciaux U.S. et leurs alliés de l'O.T.A.N. qui travaillent depuis la Turquie, pays avec qui nous partageons une longue frontière. Le Qatar et l'Arabie Saoudite leur apportent également le soutien économique et militaire. Bien sûr, notre gouvernement est soutenu par la majorité de la population. Les forces armées de la nation et les milices populaires restent unies et en ordre combatif. Malgré la situation compliquée dans laquelle se trouve le pays, les institutions fonctionnent.»

JOURNÉE D'ACTION EUROPÉENNE DU 9 OCTOBRE :

La C.E.S. débordée par la base



Le 9 octobre à Paris aurait dû se passer gentiment, comme dans sept autres villes de France, avec des cortèges tranquilles «pour l'emploi et l'industrie» (mais surtout contre rien ni personne !) à l'appel de la Fédération Européenne des Travailleurs de l'Industrie, créée en mai dernier dans le cadre de la Confédération Européenne des Syndicats.

Petit numéro à deux

Les mots d'ordre, dûment rappelés par Chérèque, étaient de nature à faire frémir le patronat : «lancement d'un débat sur l'industrie au niveau européen», «mise en œuvre de grands projets innovants pour répondre aux enjeux environnementaux» et «revendication d'investissements en faveur d'une politique industrielle européenne d'avenir, avec des emplois durables des conditions de travail, de sécurité et de rémunérations décentes»...

Bernard Thibault, n'avait aucun mal à se situer plus à gauche sans aller trop loin : il avait annoncé que la C.G.T. manifesterait séparément, pour «demander au gouvernement de choisir entre les revendications des salariés et du patronat» (comme si le gouvernement n'avait pas choisi depuis le début !). Chérèque l'accusait alors de «détourner et affaiblir le sens que la Fédération européenne de l'industrie a voulu donner au mouvement». La lutte devait rester circonscrite à cette passe d'arme à fleurets mouchetés entre les chefs des deux confédérations.

Vincent Flament

Des pavés dans la mare

Mais voilà : le matin du 9, deux mille salariés ou ex-salariés d'une vingtaine d'entreprises dont P.S.A., Ford, Faurecia, Arcelor-Mittal, Goodyear, Continental, Sanofi, 3 Suisses, Fralib et Samsonite, avant de rejoindre la manifestation parisienne prévue l'après-midi, ont fait un crochet par le Mondial de l'Automobile. Ils comptaient utiliser cet événement très médiatisé pour crier leur colère contre les cascades de licenciements induites par l'accélération de la désindustrialisation de la France.

Seulement, le Mondial de l'Auto, cette année, c'est «tenue correcte exigée» ! Pas de banderoles ni de drapeaux ! Or, le 5, des ouvriers de Renault-Sandouville étaient déjà venus crier leur colère dans les allées moquettées de cette grande foire commerciale pour rappeler à Hollande qu'il leur avait promis la poursuite de la production des modèles haut de gamme dans leur usine. On n'a manifesté pas apprécié en haut lieu, cette fois, l'entrée était protégée par ce qui se fait de mieux en matière de barrage vivant : un cordon de gendarmes mobiles.

La colère a gagné les manifestants, qui ont tenté de forcer le passage et lancé des pavés et autres projectiles sur le mur de boucliers, au milieu des nuages de gaz lacrymogène. Ces gens-là n'ont vraiment rien compris au dialogue social façon C.E.S. !

CONGRÈS DE LA F.S.U. :

le F.S.C. met les pieds dans le plat



Le 7^{ème} Congrès de la Fédération Syndicale Unitaire, première force syndicale dans l'éducation, se tiendra en février 2013. Dans le cadre de sa préparation, le Front Syndical de Classe-Education, animé par des militants F.S.U. de la tendance Unité et Action, a publié sur son site (<http://www.frontsyndical-classe.org/>) un texte intitulé «Pour un congrès du renouveau de la F.S.U.»... morceaux choisis :

Rompre avec le capitalisme

«On ne sortira pas de la crise en retournant à des politiques keynésiennes», dit le texte. «Il ne s'agit pas de partager mieux, plus équitablement, avec plus de justice sociale, les richesses. Il s'agit là d'une curieuse mystification nostalgique des prétendues Trente Glorieuses, qui oublie, ou fait semblant d'oublier, que rien n'était donné et que ce sont les luttes dans un contexte de rapport de force favorable aux travailleurs qui ont permis les conquêtes sociales, y compris les nationalisations et les services publics, que l'oligarchie financière et les monopoles capitalistes ont été contraints d'accepter, concessions pour eux temporaires, aussitôt remises en cause.

Pour en finir avec la crise, il faut donc en finir avec ... le capitalisme.»

Rompre avec l'U.E. et le discours dominant

«Cela implique donc le retrait de l'Union Européenne, dont le rôle, depuis qu'elle existe, n'est rien d'autre que de permettre au grand Capital d'assurer sa domination sur chacun des pays qui y adhèrent, d'aggraver l'exploitation du travail et de réaliser le recul de civilisation dont nous sommes tous les victimes», poursuit le F.S.C.-Education.

Par ailleurs, «une véritable analyse

de la crise conduit à refuser le terrain idéologique sur lequel notre adversaire veut à chaque fois nous placer pour nous mettre en position défensive. Or, dès 2003, la direction de la F.S.U. a accepté le mensonge de la crise démographique obligeant à réviser le financement des retraites, tout comme aujourd'hui à propos de la prétendue dette publique. (...) La dette est illégitime, que nous ne devons pas la payer.»

Quelle unité ?

«L'unité, c'est avant tout celle des travailleurs pour la satisfaction de leurs revendications», rappelle le F.S.C.. «Or c'est la démarche inverse que met en œuvre la F.S.U. : au nom de l'unité intersyndicale, elle sacrifie et les revendications et le mouvement pour les obtenir.» Et de rappeler l'alignement sur les bases capitulardes de la C.F.D.T. en 2010, le fait que, comme la C.F.D.T., «la F.S.U. envisage de se précipiter pour signer un protocole d'accord sur la précarité, dans une négociation à froid, sur la base des propos du Chef de l'Etat (sic), sous prétexte qu'elle a fait changer deux virgules et trois adjectifs sans rien modifier de l'objectif central du gouvernement, celui de remplacer les titularisations par des C.D.I.».

Reprendre l'offensive

De même, le F.S.C. dénonce «l'attitude pour le moins ambiguë, et plutôt complaisante, de la F.S.U. envers le nouveau gouvernement.»

Le texte conclut par un appel à «la lutte contre les réformes des lycées et collèges, l'abandon des livrets de compétences et de l'école du socle, la récupération des moyens perdus et leur extension à toute l'Education Nationale comme à toute la Fonction Publique, l'abrogation des réformes des retraites accumulées depuis le gouvernement Rocard.»

I.C. Soutient les luttes

... Soutenez I.C. !

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• **Il faut que cela fasse école...**

Suite à des luttes conjointes d'enseignants et de parents, Fillon a dû créer 90 postes de professeurs des écoles, depuis la rentrée, dont 18 en Seine-Saint-Denis. Mais dans ce seul département, il manque 400 postes pour désengorger les classes...

• **Les veuves ont gagné leur marathon !**

Le 8 octobre, les Veuves de salariés de l'usine Aluminium Pechiney de Noguères (64) – fermée il y a vingt ans – ont appris que le conseil des prud'hommes de Pau condamnait les employeurs à leur payer les sommes correspondantes aux arriérés de pensions de réversion dus à compter du décès de leurs conjoints, soit 4000 à 32000 € selon les cas.

Les pauvres patrons-pigeons qui se font plumer dans cette affaire vont se retrouver sur la paille : il s'agit de Rio-Tinto-Alcan, Malakoff-Mederic, et Pechiney – excusez du peu ! Il aura fallu quatre ans d'une lutte acharnée avec la C.G.T.-Retraités pour que ces multinationales, après d'innombrables chicanes et manœuvres pourries, soient contraintes de céder face à ces veuves, dont la plupart subsistaient sous le seuil de pauvreté. Voilà qui ne va pas arranger leur compétitivité !

• **Les Sanofi : volontaires... pour la lutte !**

Huit cents salariés de Sanofi ont manifesté à Montpellier le 9 octobre contre le projet de suppression de 914 postes concocté par la direction du groupe. Certains venaient de Toulouse, dont le site est menacé.

Montebourg, est quant à lui très content de l'accord trouvé avec Sanofi, qui a remplacé son plan de licenciements par un plan de départs volontaires – ce qui change tout, en effet, pour la production à moyen et long terme ! Désormais, on saura donc que «redressement productif» signifie en réalité «renoncement progressif».

• **La C.C. 51 garde la santé**

Le but avoué de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne est de réduire de 2,5% la masse salariale dans son secteur – celui de la santé et du médico-social

privé à but non lucratif, régi par la convention collective signée en 1951. Et ce, alors que leur pouvoir d'achat a déjà chuté de 16% depuis 2000 !

La grève du 15 octobre, à l'appel des syndicats C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T. et F.O., a été si bien suivie que la ministre de la santé Touraine déclarait le lendemain qu'elle ne donnerait pas satisfaction à la F.E.H.A.P. A suivre...

• **P.S.A. Aulnay : des voitures, pas du bidon !**

Le 29 octobre, les syndicats C.G.T., S.I.A., C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. ont appelé une Assemblée Générale par équipe le 6 novembre et à une manifestation avec préavis de grève le 8 pour aller soutenir leur délégation à la réunion tripartite en Préfecture de Bobigny avec les représentants de l'Etat (préfets de région et du département) et de la direction de P.S.A..

Ces derniers ont tenté d'endormir les ouvriers avec des promesses de ré-industrialisation du site et de création de 1000 emplois, alors que 3000 salariés travaillent en C.D.I. dans l'usine.

Peine perdue : les délégués n'ont pas avalé la couleuvre. Jean-Pierre Mercier, de la C.G.T., a été très clair : «Nous ne voulons pas de reclassement bidon où, au bout de deux ans, les salariés se retrouvent le bec dans l'eau, comme les Moulinex ou Conti. Nous voulons que l'usine d'Aulnay continue à produire la C3 au moins jusqu'en 2016, le temps qu'une solution ait été trouvée pour chacun.».

• **Défense d'Eléfrance en Provence**

Le 31 octobre en Préfecture des Bouches du Rhône s'est tenue la première réunion du Comité d'Engagement notamment chargé d'examiner la reprise de l'usine FRALIB par les salariés. La prochaine réunion se tiendra le 6 décembre.

D'ici là, le Tribunal des Prud'hommes devrait s'être prononcé sur les retenues de salaire qui ont arbitrairement frappé douze ouvrières début mai.

En attendant, les travailleurs du site continuent de se battre sur le mot d'ordre : «L'Eléphant est Français, en Provence il doit rester». Et tant pis si les gauchistes trouvent cela chauvin ! A bas la Françafrique, mais vive l'Eléfrance !

Thibault bétonne sa succession



Bernard Thibault



Thierry Lepaon

Après avoir pris une claque en échouant dans la désignation de son successeur cette année, le n°1 de la C.G.T. a peut-être enfin trouvé la perle rare. Il s'agit d'un illustre inconnu de 52 ans nommé Thierry Lepaon, mais son pédigrée est tout ce qu'il y a de plus rassurant.

Certes, il a une formation de chaudronnier-soudeur – personne n'est parfait – certes, il a dirigé la lutte des Moulinex contre la fermeture de l'usine au début des années 2000, mais depuis, il s'est racheté : il a laissé tomber le combat pour l'indemnisation de ses camarades licenciés pour se consacrer avec efficacité à son ascension dans l'appareil de la C.G.T..

Membre du P.C.F., mais «pas idéologue», assurent ses proches (ouf !), il dirige le groupe C.G.T. du Conseil Economique, Social et Environnemental. C'est un homme d'appareil et de réseaux : Raymond Soubie, ancien conseiller de Sarkozy, l'appelle «mon ami», et il est membre de «Quadrilatère», groupe créé par l'U.I.M.M., où l'on trouve des D.R.H., des patrons, des journalistes, des experts et des syndicalistes, tous triés sur le volet...



Blanc Bonnet



Bonnet Blanc

Lisez

«Solidarité de Classe»

Bulletin du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe

Présidents d'Honneur : Erich Honecker, Margot Honecker, Henri Alleg, Mumia Abu-Jamal.

Président : Désiré Marle

11 rue Desrousseaux, 62320 Rouvroy – Abonnement 1 an, 6€ (40F).

D'après la Commission des comptes de la Sécu, depuis 1990, les cotisations sociales des patrons ont baissé de 4,24%.

En 1993, sur la base du rapport Charpin, Balladur exonère de cotisations sociales les salaires jusqu'à 1,1 S.M.I.C., allège les cotisations de 50 % jusqu'à 1,2 S.M.I.C., avec extension progressive jusqu'à 1,6 S.M.I.C..

En 1995, ce sont les cotisations patronales d'assurance maladie qui baissent. En 1997, Juppé procède à des allègements qui baissent le d'un smicard de 12 % pour le patron

La «gôche» plurielle de Jospin ne touchera pas à ses mesures. Mieux, les «lois Aubry» – que le M.E.D.E.F. et la droite officielle font semblant de croire qu'elles ont écorché les employeurs, accentuent ces allègements, et les étendent aux salaires équivalent à 1,7 S.M.I.C. !

En 2003, avec Fillon, les patrons bénéficient de 26% de ristourne sur le coût du salaire minimum – chiffre qui passera à 28 points en 2007. Pour la seule année 2009, le manque à gagner pour l'Etat suite à ses gâteries se monte à près de 23 milliards.

Au total, depuis vingt ans, ce sont près de 200 milliards d'euros de cadeaux qui ont été faits au patronat «pour qu'il embauche»... et il s'en est servi pour financer des plans de licenciement ! Et aujourd'hui, Louis Gallois (grand patron «socialiste» et cédétiste), expliquent qu'il faut continuer pour «redevenir compétitifs» ! ... Assez de cadeaux au patronat : le patronat, lui, ne fait pas de cadeaux !

Quelque-chose a-t-il changé ? ...

A l'heure où la rigueur est en passe de devenir «équitable» et l'austérité presque «juste», on pourrait se demander si la fiscalité des entreprises ne va pas enfin être quasi «égalitaire»... Et bien non ! Pas plus ça que le reste.

On nous prend pour des C...s !

«Rien n'est officiellement arrêté, mais l'exécutif commence déjà à indiquer comment il compte s'y prendre pour renforcer la compétitivité des entreprises en réduisant le coût du travail. [...] Le montant total de charges patronales à transférer, lui, reste en débat. Le chiffre de 40 milliards d'euros avancé par Le Monde – et donc d'une dizaine de milliards par an...» <http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/actu/0202305017056-competitivite-l-elysee-prepare-une-baisse-progressive-du-cout-du-travail-368967.php>

Ah ben oui, tiens ! C'est vrai ça ! La «compétitivité», si on en parlait ?...

«En 2009, une heure de travail en France créait 54,7 dollars de richesse. Au classement du P.I.B. par heure, seules 5 nations font mieux que l'Hexagone [...] L'Allemagne arrive en huitième position (53,5 dollars), le Royaume-Uni en onzième (50,8). Le magazine Business Insider va lui plus loin, en calculant un P.I.B. par heure par habitant dans les grandes villes à partir d'une étude d'U.B.S.. Le résultat : les Français seraient les plus productifs au monde, avec 25,1 dollars créés par personne chaque heure» <http://www.journaldunet.com/economie/>

magazine/atouts-france/productivite.shtml

«The Business Insider» : difficile avec un nom pareil, de penser à une publication communiste ! Non ?...

Donc, en France, une heure de travailleur enrichit le pays de 42,33€ (54,7\$)... Alors que le S.M.I.C. horaire (supposé impacter notre «compétitivité») est de 9,40€... brut donc T.C.C. (au 01/07/12) ! Nos prolos produisent donc 4,5 fois plus de richesses qu'ils ne coûtent aux entreprises. Édifiant non ?...

Ou encore : Chaque citoyen de France produit près de 19,5€ de richesse par heure (25,1\$)... Même en dormant !

Faudrait quand-même que le «Hollandais Violent» arrête de se payer... not'fiol !

D'autant plus et plus urgemment que tous les indicateurs sont «au rouge» ! Pas au rose, eux...

Source I.N.S.E.E. (cité par 20minutes.fr) : «Le P.I.B. continuerait de stagner aux troisième et quatrième trimestres (contre +0,1% puis +0,2% prévus en juin), ce qui porterait à cinq le nombre de trimestres consécutifs de croissance zéro, une situation totalement inédite depuis l'après-guerre. [...] Le taux de chômage [...] passera de 9,7% au deuxième trimestre à 10% au troisième puis 10,2% en fin d'année [...] le pouvoir d'achat va fléchir de 1,1% en 2012 [...] L'Institut table désormais sur une croissance de 0,2% sur l'ensemble de l'année, contre 0,4% dans ses précédentes prévisions»... Etc, ... Etc.

Joël V.

«Ca me tire des larmes quand je vois de jeunes qui ne sont pas capables d'aligner deux mots en anglais, et qui chantent en anglais. En fait, pour moi, ce n'est pas de l'anglais. Je leur dis : Vous vivez en français, vous chantez en anglais. Dans quelle vérité êtes-vous ? Ils ne sont pas capables de me répondre ».

Robert Charlebois, chanteur canadien, dans l'émission «La prochaine fois je vous le chanterai» sur France Inter, le 20 octobre.

Il n'y a pas de dette !



Monnaie de singe !!!

Il n'est pas de dette des États tout simplement parce que la création monétaire par le grand capital financier (avec les banques privées à leur tête et leur escorte de fonds d'investissements, de Hedge Funds et autres bataillons de spoliation de la plus-value produite par les masses laborieuses) à l'attention des États n'est adossée sur aucune production capitalisée réelle, soit en définitive sur rien de tangible ! Ce n'est que monnaie scripturale, qui n'a d'autre représentation qu'une inscription en compte au crédit des États !

A la différence de la monnaie émise par les banques centrales, monnaie papier valant réellement capital circulant parce que représentant l'exacte compensation avec le capital produit existant, la monnaie scripturale qui ferait la fameuse dette des États est **une monnaie de singe** sans contrepartie de valeur capitalisée, soit purement et simplement sans valeur lors de son émission ! La contrepartie de la monnaie scripturale mise en circulation n'est en effet rien

d'autre qu'un gage sur production future de valeur/production, qui va concrètement s'imposer à celui qui s'oblige au gage, soit à l'Etat emprunteur, qui devra aliéner la force productive de sa nation jusqu'au terme du prêt, et c'est la valeur ainsi produite au fil de l'eau qui confèrera alors au crédit qui lui a été accordé par les banques privés sa valeur !

Mais auparavant, le crédit accordé par les banques privées (aux particuliers, aux entreprise mais aussi aux États !) **est sans valeur car inventé à partir de rien** (ex-nihilo) !

Il n'y aurait dès lors aucune conséquence sur l'économie réelle à ne pas rembourser ces dettes fictives des États !

Donc rien n'oblige en définitive les États à rembourser ce qui n'a pas de valeur, sauf leur soumission au grand Capital financier et à sa bourgeoisie ! C'est pourquoi il est impérieux de se retrouver sous le mot d'ordre «**Non au T.S.C.G., sortie de l'Europe et de l'Euro**» et que vive la souveraineté monétaire des nations et des peuples !

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

- **T.S.C.G. : le changement dans la continuité**

12.200 suppressions de postes de fonctionnaires, 1.300 chez les opérateurs publics comme le C.N.R.S., moins 10 millions dans le budget des ministères, gel de la masse salariale des fonctionnaires, poursuite de la politique de gel de la dotation aux collectivités locales du gouvernement Fillon...

Il fallait dégager Sarkozy notamment parce qu'il avait signé le T.S.C.G. avec Merkel. Mais comme le T.S.C.G. continue sans lui, il va peut-être falloir aussi dégager ses successeurs.

- **Les pigeons, espèce protégée !**

Il leur a suffi de lancer une pétition en ligne pour faire reculer le gouvernement en quelques heures ! Ce sont les «pigeons» - comme ils s'appellent eux-mêmes : des patrons dont le gouvernement voulait taxer les profits sur la revente de leurs entreprises. Leur argument-massue : «*Nous ne sommes pas des spéculateurs : nous prenons des risques en tant que créateurs.*»

Ayrault a aussitôt compris son erreur et a retiré sa mesure inique ! Pierre Chappaz, fondateur de *Kelkoo* et de *Ebuzzing*, qu'il a revendues à *Yahoo* pour 475 millions dont il profite maintenant en Suisse, peut pousser un ouf de soulagement : il a failli payer quelque chose à l'Etat français - quelle horreur !

Les salariés qui ont fait grève et manifesté en vain pour défendre leur modeste retraite en 2003 et 2010 peuvent grincer des dents...

- **Instruits par l'expérience...**

Selon un sondage I.F.O.P. pour *Le Figaro* réalisé pour le vingtième anniversaire du référendum sur Maastricht, 64% de ceux qui ont voté à l'époque voteraient non si on leur reposait la question, et 67% jugent que l'Union Européenne va «*plutôt dans la mauvaise direction*» depuis 1992. En 1999, ils étaient 53% à estimer qu'elle allait «*plutôt dans la bonne direction*». *Le Figaro*, qui a le sens de l'euphémisme, surmonte cet effrayant constat d'un titre lénifiant : «*Vingt ans après Maastricht, les Français doutent toujours*». Quand la France sortira de l'Euro, le canard de Dassault titrera : «*Europe : les Français de plus en plus réservés*» !

- **L.R.U. : ça continue !**

La ministre de l'enseignement supérieur Fioraso marche résolument dans les traces de Péresse en appliquant la loi «*relative aux Libertés et Responsabilités des Universités*» (comme cela sonne bien !), certes mise en place par l'U.M.P., mais dans le cadre européen de la «*stratégie de Lisbonne*». Comme les facs doivent maintenant viser l'équilibre comptable, les filières les moins rentables ferment. L'enseignement des langues anciennes est en train de disparaître, ce qui va permettre à la Grèce de mourir deux fois. La philosophie elle aussi est gravement touchée, de même que la littérature. Quand il entendait le mot «*culture*», Göring sortait son revolver, Bruxelles sort son bilan financier.

Les sciences expérimentales souffrent aussi : les travaux pratiques coûtent trop cher. A Marseille, les trois universités ont fusionné pour réduire les coûts. Résultat : en Lettres, il n'y a plus de papier : les factures n'ont pas été payées... Heureusement, Fioraso a la solution : «*territorialiser*» et «*ouvrir aux industriels locaux*». Vite, avant que ces amoureux des lettres et des arts ne délocalisent !

- **Casse du bac : ça se confirme !**

Les Travaux Personnels Encadrés avaient introduit une dose de contrôle interne dans le bac. L'offensive contre l'examen national terminal et anonyme se poursuit avec Peillon : l'évaluation orale en langue se fera désormais en cours d'année, par le professeur lui-même.

- **La R.G.P.P. est morte... vive la R.G.P.P. !**

Révision Générale des Politiques Publiques : c'est la périphrase trouvée par les communicants du gouvernement précédent pour le démantèlement des services publics. Pour maintenir l'illusion de l'alternance, il fallait changer de nom. Prière de dire maintenant : «*Modernisation de l'action publique*» - dixit Ayrault. Mais aucune des quelque 500 mesures de la R.G.P.P. n'est annulée !

Mieux Ayrault se réfère au rapport des inspections générales sur le bilan de la R.G.P.P., qui préconise une «*gouvernance régionale interministérielle des ressources* [et] une *G.P.E.E.C.* (Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des

Compétences) *interministérielle et territorialisée englobant les trois fonctions publiques* (Etat, territoriale, hospitalière). Cette fois, ce n'est pas le statut des seuls profs qui est visé, mais celui de tous les fonctionnaires.

- **Hommage du vice au vice**

«*Vous avez eu des mots très durs l'an dernier pour critiquer le gel du barème, vous le conservez pour l'essentiel. Nous ne vous le reprochons pas !*» Beau compliment du député U.M.P. Carrez au ministre du Budget Cahuzac lors de la session parlementaire du 18 octobre !

Le gel du barème de l'impôt sur le revenu est une augmentation cachée qui consiste à ne pas relever les tranches d'imposition en fonction de l'inflation. On comprend que l'U.M.P. approuve : c'est Fillon qui avait inauguré la chose !

- **Fausse modestie**

C'est promis, les hausses d'impôts ne toucheront pas les ménages «*modestes*». On travaille juste à une taxe de 0,3% sur les pensions pour le 1er avril 2013. Et on supprime seulement la demi-part pour les familles monoparentales. Taper sur les retraités et les mères isolées, c'est ce qui s'appelle prendre le capital à la gorge ! Une femme qui élève son enfant seule en touchant 1500€ par mois paiera 950€ d'impôts au lieu de 165 ! Il faut dire que Moscovici, ministre de l'Economie, a déclaré que le gouvernement voulait protéger ceux qui gagnent moins de 1360€ par mois. Et dire qu'il y a des gens qui croyaient avoir des revenus modestes avec 1500€ !

- **Vraie modestie**

En 1986, les plus hauts revenus payaient 65% d'impôts. Avec Ayrault, ils paieront 45%. Les voilà, les ménages modestes que l'on protège !

Non au T.S.C.G. et à la «règle d'or» des banksters

Faut le faire !

«*Chaque Etat devra garantir un mécanisme de correction automatique que tout autre Etat membre pourra contester devant la Cour de Justice de l'Union Européenne, si la Commission ou lui-même estime que les garanties données ne sont pas suffisantes. N'importe quel Etat contractant pourra demander à la Cour d'infliger des amendes dans les limites de 0,1 % du P.I.B., soit pour la France environ 2 milliards d'Euros.*

Enfin, les Etats contractants s'engagent, en cas de déficit excessif, à mettre en place avec la Commission un programme dit de «partenariat budgétaire et économique» contenant une description détaillée des réformes structurelles à mettre en œuvre : privatisations et déréglementations de toute nature sans aucun doute, à commencer par celle du marché du travail. Cerise sur le gâteau, chaque Etat s'engage à soutenir les propositions de la Commission contre un autre Etat censé avoir manqué à ses obligations, sauf si une majorité d'Etats s'y opposait. C'est ainsi que la règle de la majorité inversée s'imposera en matière de discipline budgétaire. Jusqu'à présent la démocratie supposait la loi de la majorité. Avec l'Europe disciplinaire, c'est le contraire : l'absence de majorité en sens contraire élargit démesurément le pouvoir des institutions européennes. Si ce n'est pas une mise en tutelle des Etats et des Parlements nationaux, je ne sais pas ce que parler veut dire.» (Jean-Pierre Chevènement, intervention au Sénat sur le T.S.C.G., 11 octobre 2012)

Il est cependant fort dommage que cette intervention magistrale quant aux horreurs contenues dans le T.S.C.G. se termine par cette autre horreur :

«*Peut-être un jour, suite à un choc majeur, la confédération européenne pourra-t-elle évoluer en fédération. L'union de la France et de l'Allemagne est la clé de cette refondation.*»

Dénoncer l'«Europe disciplinaire» tout en glorifiant la «*Françallemagne*», il faut le faire !

AFFAIRE AURORE MARTIN :**Le communiqué du P.R.C.F.**

Aurore Martin

Aurore Martin milite pour l'indépendance du Pays Basque. Il ne s'agit pas ici de débattre de ce positionnement politique, ni des questions politiques importantes qui agitent depuis des décennies ce territoire à cheval sur la France et l'Espagne. Chacun sait que pour le P.R.C.F. la République est «une et indivisible». Si Aurore Martin nous préoccupe aujourd'hui, c'est que, citoyenne française, elle vient d'être arrêtée par la police de M. Valls et extradée en Espagne, où elle attend d'être fixée sur son sort.

La jeune militante risque douze années de prison, dont on sait ce qu'elles signifient en Espagne pour les militants de la cause basque... Douze années de prison en Espagne donc, pour une citoyenne française, militante dans une organisation politique légale en France (Batasuna), mais qui a le malheur de déplaire aux autorités espagnoles. Celles-ci estimant que Batasuna est la vitrine politique d'E.T.A., le parti devient lui-même organisation terroriste de l'autre côté de Pyrénées. Aurore ayant le malheur de participer à deux... réunions de ce parti, elle est de facto coupable d'activités terroristes. C.Q.F.D.. Et comme des «archaïsmes» telle que la souveraineté nationale

existent encore à doses homéopathiques de ce côté-ci du globe, on se sert d'un mécanisme «européen» bricolé à la hâte dans la foulée du 11 septembre (2001) : le mandat d'arrêt européen, permettant de fouler aux pieds les justices des pays membres de l'Union...

Le Pôle de Renaissance Communiste en France tient à dénoncer le sort fait à cette jeune militante. Après des mois à vivre traquée par les polices françaises et espagnoles, la voilà qui fait les frais des rodomontades de Manuel Valls, ce dernier sans doute soucieux d'accomplir ce que même le sinistre Claude Guéant n'avait pas osé mener jusqu'au bout ! Tout cela bien sûr en affichant le plus grand mépris pour le processus de paix que de nombreux militants cherchent durement et patiemment à bâtir au Pays Basque, afin d'avancer vers une solution politique.

Le P.R.C.F. exige :

- la libération immédiate d'Aurore Martin
- l'abrogation du mandat d'arrêt européen
- l'arrêt de la répression contre les militants basques, obstacle à un véritable processus de paix et à un changement politique progressiste au Pays basque

UNE DÉCLARATION DU BUREAU NATIONAL DE L'ASSOCIATION FRANCE-PALESTINE SOLIDARITÉ :**Hollande déroule le tapis rouge à Netanyahou...**

Dans sa conférence de presse du 31 octobre, où il affiche sa proximité avec B. Netanyahou, F. Hollande s'aligne sans complexe ni état d'âme sur les positions israéliennes.

Sur l'Iran, s'il ne reprend pas la notion de ligne rouge brandie par Netanyahou, il fait sienne l'analyse israélienne du danger nucléaire sans jamais mettre en cause le nucléaire israélien et appeler à une dénucléarisation de la région.

Sur le «processus de paix», il s'aligne sur la position de Netanyahou en appelant à une négociation sans conditions ni préalables et en écartant «la tentation de l'Autorité Palestinienne d'aller chercher à l'A.G. des Nations Unies ce qu'elle n'obtient pas par la négociation».

C'est refuser l'idée même d'une quelconque pression sur celui qui jour après jour viole le droit. C'est choisir de laisser l'occupant user de sa force pour faire plier l'occupé et le contraindre à l'inacceptable. Tout cela en contradiction complète avec les engagements du candidat, de son Premier Ministre et les positions du parti socialiste.

Dans ces conditions l'annonce de la visite commune des deux hommes à Toulouse a quelque chose de profondément malsain mettant en scène une prétendue «solidarité contre le terrorisme» entre la France et un acteur majeur du terrorisme d'état.

Au lendemain de la publication, par 22 O.N.G. internationales, d'un rapport accablant sur la colonisation et ses conséquences sur les Palestiniens, dans lequel elles préconisent des mesures concrètes pour sauvegarder la possibilité d'un état palestinien conformément au droit international, le Président de la République a oublié son 59^{ème} engagement en faveur de la «reconnaissance internationale de l'état palestinien».

Nous ne le tenons pas pour quitte, non plus que sa majorité, et ne cesserons de le lui rappeler.

Le borbier de Notre Dame des Landes

Le nouvel aéroport de l'ouest est devenu un enjeu politique national depuis que l'un de ses plus fervents partisans, Jean-Marc Ayrault, est devenu Premier Ministre.

Pas une semaine, pas un jour sans que des affrontements, parfois durs, n'opposent gendarmes et policiers à des manifestants dont certains s'accrochent littéralement au terrain en occupant tout ce qui peut l'être (près, maisons, toits, arbres...).

Plutôt que de modifier l'orientation de la piste de l'aéroport de Nantes pour éviter les survols de la ville, le projet pharaonique de N.D.D.L. sacrifie une vaste zone rurale pour accueillir neuf millions de passagers très hypothétiques, tout en invoquant des raisons de sécurité, alors que l'aéroport de Nantes est l'un des plus sûrs d'Europe...

Un peu d'internationalisme éloigne de la Patrie, beaucoup y ramène

(Jean Jaurès)

EN BREF... EN BREF... EN BREF

• **Mouvement perpétuel**

Le premier poste de dépense de l'Etat espagnol est le paiement des intérêts de la dette : il est deux fois plus élevé que ce que les plans d'austérité permettent d'économiser. Donc, le paiement des intérêts de la dette creuse encore la dette et gonfle ses intérêts. Ils sont forts, ces banquiers !

• **Ca bouge en Espagne !**

Du coup, deux mille Espagnols émigrent tous les mois, comme sous le franquisme. Première destination : l'Angleterre, devant la France, et... Cuba !

• **Les Baltes sont libres !...**

... de quitter leur pays, eux aussi. Plus d'un million de Lettons et Lithuaniens ont fui pour trouver du travail – notamment des jeunes. Ah, l'ouverture, la mobilité... : c'est ça, le rêve européen !

• **Un spectre hante la République Tchèque...**

Le K.S.C.M. (Parti Communiste de Bohême-Moravie) a réussi une percée à près de 20,50% aux élections régionales et sénatoriales de la mi-octobre. Après tout le mal que les autorités se sont données pour le

criminaliser et l'assimiler au fascisme, c'est à n'y rien comprendre. A moins que l'entrée du pays dans l'Eurozone ne produise des effets délétères ? Rien que dans l'industrie automobile, elle avait coûté 250.000 emplois en quelques mois...

• **Ils sont fous ces Islandais !**

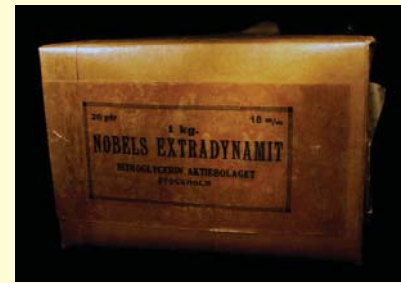
Non contents d'avoir refusé de payer leurs dettes et de lancer des plans d'austérité, ils ont nationalisé leurs banques. Résultat : une croissance à 2,7% ! Ces gens-là n'ont rien compris à l'économie européenne !

• **Taxe sur les transactions financières : du flan !**

Attention : c'est la grande mesure sociale qui va écorcher vif le capital financier ! Elle a été prise par onze pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Estonie, France, Grèce, Italie, Portugal, Slovaquie et Slovénie) le 9 octobre. On constatera l'absence de l'Angleterre, et bien sûr de l'impayable Suisse, qui sont les deux plus grosses places financières d'Europe, et de très loin. De plus, elle ne concerne que les titres détenus en fin de journée : elle épargne donc les pros de la finance qui achètent et vendent à toute vitesse, et sauront se débrouiller pour ne rien détenir à la fermeture de la bourse...

Honte au jury du Nobel de la Paix !

L'Union Européenne c'est la guerre économique (pour commencer) entre les peuples ! Il faut sortir de cette prison !



La grande invention de Nobel : la dynamite ! Après tout, l'Europe, prix Nobel de la paix, ça se justifie...

Consternation, colère, honte, provocation !

Dans les rues d'Athènes, de Madrid, dans les usines de Lisbonne, dans celles de Turin, chez nous, en France, les commentaires sont les mêmes.

Comment ont-ils osé ?

A l'heure où les travailleurs sentent chaque jour s'appesantir sur eux les plans d'austérité drastiques de l'U.E., où le chômage touche 1 Grec sur 4, où il dépasse largement les 3 millions « officiels » en France, où les plans de licenciement se succèdent à une cadence infernale, où la misère se répand et où la courbe de l'espérance de vie s'inverse en Allemagne, c'est à ce moment que le jury du Nobel de la paix choisit pour désigner l'U.E. comme lauréate du prix !

Devons-nous relever que plusieurs pays de l'U.E. ont mené ou mènent des guerres, en Yougoslavie, en Libye, en

Afghanistan, en Côte d'Ivoire et menacent d'entrer en guerre contre la Syrie ou l'Iran ? Devons-nous remarquer que dans plusieurs pays – Belgique, Espagne – la

crise de l'Euro provoque d'intenses tensions entre les composantes de la population ?

Mais il faut dire que le prix Nobel a déjà été donné à Obama, Président de la puissance impérialiste la plus belliciste, la plus agressive, la plus guerrière du monde, et au bourreau des peuples chilien et vietnamien, Henry Kissinger !

Négation de la démocratie, destruction des souverainetés nationales et populaires, austérité, chômage et misère pour les peuples, ce nouvel impérialisme européen mérite au moins le prix Nobel de la paix.

Proposons au jury suédois qu'Adolf Hitler obtienne, à titre posthume, le prix Nobel de la paix et ainsi l'ignominie sera totale !

A bas l'Union Européenne, prison des peuples !

Sortons de l'U.E. si nous ne voulons pas « y rester » !

La malhonnêteté de Syriza : un hommage au K.K.E. !

Syriza, la section grecque du P.G.E. (Parti de la Gauche Européenne, Président P. Laurent)), est un parti de tricheurs : ils ont utilisé le désormais célèbre visuel de la gigantesque banderole qui proclamait « *Peuples d'Europe soulevez-vous !* ».

Mais Syriza a pris la précaution d'effacer la signature de cette banderole à savoir les trois lettres K.K.E. qui veut dire, chacun le sait, Parti Communiste de Grèce ! Cette escroquerie de Syriza démontre



Le slogan lancé par le K.K.E. du haut de l'Acropole est maintenant célèbre dans toute l'Europe. Du coup, Syriza lance une O.P.A. dessus...

indirectement que ce groupe opportuniste est incapable de mener une telle action et donc c'est un hommage, certes involontaire, au K.K.E.... mais cela révèle aussi que la malhonnêteté politique s'accompagne de petites et minables manipulations

qui comme un boomerang retourne en pleine figure du faussaire. Et bien entendu, ce sont les mêmes qui stigmatiseront à tout propos les « staliniens » accusés de retoucher les photos qui les dérangent... Mais il est vrai que quand on « aime

l'Europe sociale» c'est-à-dire quelque chose qui n'existe pas et ne peut pas exister, quand on défend l'Euro en prétendant qu'il peut être orienté aux services des peuples, quand on n'a pas le courage d'embrasser la cause patriotique de son pays en réclamant le départ de la Grèce de la prison européenne, alors, il n'y a rien d'étonnant à tenter de s'approprier des actions d'autrui. L'abus d'opportunisme nuit gravement à loyauté politique et à la santé morale.

A.M.

Les charmes discrets de l'«Outre-Quévrain»



Bernard Arnault : futur «exilé fiscal» ?

Les projets d'exil belge de Bernard Arnault n'ont étrangement pas fait plaisir au Parti du Travail de Belgique, qui, en guise de bienvenue, a publié une enquête explosive sur les plans du grand patron français...

La Belgique, terre d'exil doré...

Le service d'études du P.T.B. a révélé l'existence de la fondation privée Protectinvest, créée en 2008 pour planifier la succession de Bernard Arnault. Or, Pilinvest, la maison-mère de cette fondation, «n'a pas publié de comptes annuels en 2010 et 2011, les derniers comptes disponibles étant ceux de 2009. Or, il s'agit d'une obligation légale», relève le P.T.B..

«Il est vrai qu'en France, le groupe Arnault a déjà plusieurs fois omis de publier des comptes. Mais si Bernard Arnault vient en Belgique pour profiter des largesses fiscales de la loi belge, ne devrait-il pas, au minimum, respecter celle-ci ?» ajoute perfidement Raoul Hedebouw, porte-parole du P.T.B..

Mouvements de fonds

Nos camarades belges s'intéressent notamment à une énorme opération qui a eu lieu en janvier : «une augmentation de capital avoisinant

les 3 milliards d'Euros. L'apport comporte en outre l'usufruit viager de 6,2 millions d'actions d'une société non nommée.

Cet usufruit viager donne une preuve de plus du fait que l'opération s'inscrit dans le cadre de la succession de Bernard Arnault. Egalement intrigante, cette mention contenue dans le rapport du réviseur Jean-François Hubin, de la société Ernst & Young, mentionne : Nous croyons utile de rappeler que notre mission ne consiste pas à nous prononcer sur le caractère légitime et équitable de l'opération.»

Le P.T.B. remarque également que, «de 2008 à 2011, l'actif des onze sociétés financières belges du groupe Arnault est passé de 2,2 à 16,6 milliards €, soit une augmentation de 14,4 milliards €. C'est le fait essentiellement de deux sociétés, L.V.M.H.-Finance Belgique et Hanninvest.

De 2008 à 2011, les fonds propres des sociétés financières belges du groupe sont passés d'un montant négatif de 0,1 milliard à un montant positif de 5,7 milliards, soit une hausse de 5,8 milliards €. Ici encore, cette hausse est essentiellement due à L.V.M.H.-Finance Belgique et Hanninvest.»

Vampires de la crise

Et de remarquer que «les sociétés financières belges du groupe Arnault ont pu bénéficier des principales déductions offertes par la législation belge, pour un total de 631 millions, soit tout juste un peu plus que le montant total des bénéfices avant impôts».

La déduction s'impose : «L.V.M.H., partie de l'empire de Bernard Arnault, déplace une partie de ses activités financières vers la Belgique pour des raisons fiscales». Il est loin d'être le seul : Raoul Hedebouw cite notamment...

«Arcelor-Mittal dont la filiale financière A.M.F.S.B. a fait 1,597 milliards d'Euros de profit en 2011 et payé une nouvelle fois zéro Euro d'impôts».

Conclusion du PTB : «Tout ceci représente un manque à gagner colossal pour les Etats dont les caisses se vident à cause de la concurrence fiscale et qui appliquent entre-temps des politiques d'austérité qui touchent une grande partie de la population. Les pertes de pouvoir d'achat qui s'en suivent entraînent une aggravation de la crise économique. Avec des conséquences directes sur l'emploi comme on le voit à Arcelor-Mittal Liège et à Ford-Genk. Un changement de cap de la politique du gouvernement est nécessaire pour ne pas enfoncer le pays davantage dans la crise. A commencer par l'application de la taxe des millionnaires* et la suppression des intérêts notionnels en Belgique.

Il est aussi indispensable de lever le secret bancaire pour combattre la fraude et la fuite des capitaux».

* La taxe des millionnaires prévoit d'imposer les plus riches à hauteur de 1 % sur la partie de leur fortune au-dessus d'un million, 2 % sur la partie au-dessus de deux millions et 3 % au-dessus de trois millions.

Allemagne : drôle de «modèle»...

Après la mode de l'Angleterre thatcherienne, nos gouvernants Sarkozy-Fillon-Ayrault-Hollande et leurs perroquets médiatiques nous expliquent que le salut est dans le «modèle» allemand. Que de louanges tressées au «courageux» chancelier social-démocrate Gerhard Schröder dont les mesures du plan «Hartz IV» ont gravement appauvri la classe ouvrière allemande !

Jugeons aux résultats : 30% des Allemands travaillant dans une entreprise de plus de dix salariés ont un salaire horaire brut de moins de 10,36 € de l'heure et, dans certains secteurs, ces bas salaires concernent 75% des salariés ; un quart des Allemands occupent un emploi dit «atypique» (sic), c'est à dire qui n'est pas un contrat à durée indéterminée à temps plein ; 6,8 millions de travailleurs gagnent moins de 8,50 € de l'heure ; 6 millions touchent une allocation équivalente au R.S.A....

Qui plus est, la situation est gravement déséquilibrée entre l'Ouest et l'Est du pays, toujours séparés par un invisible «Mur» : celui de la surexploitation capitaliste des Länder de l'Est qui, après l'annexion de la R.D.A. (la prétendue «réunification») ont été entièrement purgés de l'industrie performante de l'ex-R.D.A. (10^{ème} puissance industrielle mondiale, avec une formation scolaire et professionnelle haut de gamme entièrement détruite).

Mais tous les Allemands ne sont pas dans cette situation difficile : 10% des plus riches possèdent 50% de la richesse nationale alors que 50% du bas de l'échelle se partagent... 1%;

Voilà le «Modell Deutschland» vanté par les politiciens de l'U.M.P. et du P.S. qui, reprenant d'antiques rêves réactionnaires, veulent mettre en place ce qu'ils appellent la «Françallemagne» sous l'égide d'«États-Unis d'Europe» pilotés depuis Berlin.

Quand à G. Schröder n'avez pas de souci à son égard. Après avoir démolì les acquis des travailleurs allemands, il a été conseiller de Goldman-Sachs, puis de la Banque Rothschild. Depuis janvier 2009, ce «socialiste» est membre du directoire du groupe pétrolier russo-britannique T.N.K.-B.P., fonction pour laquelle il touche une rémunération de 200.000 € par an...

Juste récompense accordée par le grand capital à son zélé serviteur !

Fin de la récréation ?

Cup de théâtre au Sénat. Le rapporteur socialiste de la proposition de loi sur l'énergie démissionne. Le groupe C.R.C. du Sénat dont font partie les membres du P.C.F. vient de faire capoter le projet. On ne boudera pas son plaisir. Ce texte ajoutait du flitage à la libéralisation. Il aurait fallu déclarer son mode de chauffage, le volume de son logement... Etc

Ce rejet ne fait toutefois pas oublier l'incontournable revendication d'un retour à E.D.F.-G.D.F. 100% publics. Annonce-t-il une opposition efficace à gauche ?

Certes, le Gouvernement dispose de la majorité à l'Assemblée et pourrait passer en force. Mais Ayrault a besoin du Sénat pour faire passer la nouvelle «décentralisation». Il ne goûte guère la contestation. Rappelons que la quasi-totalité des sénateurs du P.C.F. sont élus grâce aux voix des socialistes. Souvent, ils sont vice-présidents dans les Conseils Régionaux «gauche plurielle» et les municipales se profilent à l'horizon. Le parti dominant la majorité a donc de considérables moyens de pression. Alors, à quand les mesures de rétorsion ? Qui sera le prochain à rejoindre Robert Hue dans le bercail social-libéral ? A l'heure où vous lirez ces lignes, vous le saurez peut-être...

Par P.G.E. interposé, le P.C.F. reçoit l'argent de l'Union Européenne. Il a renoncé à son activité militante pour n'exister que dans les institutions. Il est donc à 150% dépendant de l'Etat bourgeois. C'est une loi du système à laquelle les déclarations d'indépendance tenues en juin dernier ne permettent pas de déroger.

Mais bon, je souhaite quand même avoir tort.

Olivier Brueghel

«Nous étions moutons, nous sommes devenus chats»

(Patrice Bessac, rapport au Conseil National du P.C.F.-P.G.E. du 13 septembre)



«**M**outons» et mutants réformistes, ou mutins révolutionnaires ? Les militants franchement communistes du P.R.C.F. ripostent aux insultes anticommunistes de Bessac. Ainsi selon M. Bessac, les communistes de France se sont conduits comme des «moutons» pendant presque tout le XX^{ème} siècle...

En effet, contre l'idéologie dominante contre-révolutionnaire, le réformisme «socialiste», le patronat, Daladier et «Munich», l'Etat vichyste et l'occupant allemand, le colonialisme assassin, le régime antidémocratique issu du 13 mai 1958, les faucons de la guerre froide, la Communauté Européenne de défense, ces «moutons» ont seulement fait le Congrès de Tours et le Front populaire, la Résistance antifasciste et les grandes réformes de la Libération, la résistance aux guerres coloniales, la défense des libertés et de la paix mondiale, le sauvetage de la souveraineté nationale !

Moutons Labourbe, Marty et Tillon, qui mutinèrent les troupes françaises envoyées à Odessa contre la révolution russe ; Cachin, Zetkin et Vaillant-Couturier, qui votèrent l'adhésion à l'Internationale communiste malgré l'anticommunisme déchaîné des journaux...

Brebis galeuses

Moutons le P.C.F. qui présentait systématiquement des femmes – alors inéligibles – aux élections, défendait les peuples coloniaux, moutons les milliers d'ouvriers révoqués en 1920 ou en 1948 pour faits de grève, Brûlé

qui déclencha avec la C.G.T. et le Parti la grande grève patriotique des mineurs en 41 ! Moutons Audin, assassiné par les paras, et Iveton, guillotiné par Mitterrand, parce qu'avec Alleg ils s'opposaient à l'ordre colonial !

Les nains qui insultent ces géants sont pathétiques. Ceux qui n'avaient pas encore saisi la rupture du P.C.F. avec le communisme comprendront.

Moutons noirs et mutins rouges

Nous n'avons que mépris pour les mutants qui ont cassé le Parti des fusillés pour en faire un parti «euroconstructif». Nous appelons à la mutinerie des peuples contre l'U.E. et l'Euro dont la direction du P.C.F. prétend qu'ils sont «à nous». Nous invitons à une rupture révolutionnaire avec ces machines de guerre contre la Nation et la classe ouvrière, et non à l'utopie réformiste de «l'Europe sociale».

Nous invitons les vrais communistes encore membres de ce P.«c.»F. à nous contacter pour engager ensemble une grande campagne contre l'U.E. et l'Euro, pour les idées du C.N.R., le socialisme, sous les plis mêlés du drapeau tricolore de Valmy et des F.T.P., et du drapeau rouge de la Commune.

Soyons tous les moutons noirs, ou plutôt, les mutins rouges de la renaissance communiste et de la résistance populaire à l'Europe supranationale du capital. Rejoignez les communistes ! Rejoignez le P.R.C.F. ! Rejoignez les «moutons rouges» !

A.M.

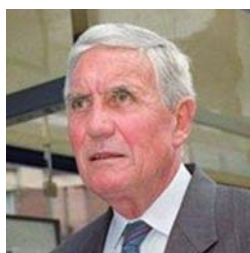
La mémoire critique de Georges Valbon

«Pourquoi des communistes – j'en suis – ont-ils souffert d'entendre Robert Hue (...) demander aux congressistes à Martigues d'en finir avec le regard dans le rétroviseur ?»

écrit Georges Valbon à la fin de son livre. Que dirait-il aujourd'hui

en entendant les dirigeants du P.C.F.-P.G.E. traiter de moutons les générations anciennes de militants ! Fils d'immigrés italiens antifascistes, le jeune Georges Valbon tenta vainement d'échapper au S.T.O. et revint clandestinement en France. La participation aux combats de la Libération lui valut le grade de Lieutenant. Il avait 20 ans.

Contre l'avis d'André Marty, il démissionne d'une armée française en partance pour l'Indochine. Ouvrier d'imprimerie, il devint élu local à Bagnolet puis à Bobigny. Puis premier président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis. Envoyé en 1981 présider les Charbonnages de France,



il démissionne deux ans plus tard, contre l'avis de Georges Marchais...

On retiendra donc de ces souvenirs que les dirigeants du P.C.F. savaient affirmer leur personnalité sans transgresser la discipline. On appréciera

la description de la vie d'un enfant d'avant-guerre et une vision «de l'intérieur» des rapports entre un parti de classe et l'appareil d'Etat bourgeois. On pourrait discuter beaucoup d'affirmations mais il ne s'agit pas d'un argumentaire politique détaillé. On regrettera l'absence d'une réflexion plus globale sur l'intérêt et les limites de l'action des communistes en tant qu'élus locaux. Mais en refermant cet ouvrage, on éprouve un profond respect pour l'homme et l'image de dirigeant qu'il a laissée.

Georges Valbon – Lettre à mes petits-enfants – Edition : Association Valdôtaine d'Archives Sonores

Amende honorable

Les députés P.C.F. s'étaient abstenus sur les «Emplois d'Avenir» en première lecture, refusant ainsi de combattre l'utilisation de la jeunesse comme masse de manœuvre pour fragiliser encore les statuts de l'ensemble des salariés (voir notre précédent numéro). Le 4 octobre, ils se sont rattrapés... en votant pour !

« On ne jette pas de pierre au palmier stérile »

(proverbe arabe)



Parce que le P.R.C.F. refuse de laisser au F.N. le drapeau de la Révolution française et le combat pour la souveraineté nationale les gauchistes se déchainent contre lui...

Le P.R.C.F. dérange. Pour preuve, la campagne de calomnie qui se développe contre lui depuis plusieurs mois.

Quand les gauchistes font chorus avec les fascistes

Il avait d'abord dû répondre à une « information » selon laquelle les militants du P.R.C.F. avaient fraternisé avec les « identitaires » (traduire : fachos) pendant la campagne législative à Hénin-Beaumont. Qui était à la source de cette rumeur ? Les fascistes eux-mêmes, bien sûr ! Mais quelques militants du Front de Gauche, furieux de ce que le Pôle ne se soit pas rallié au panache de Mélenchon et ait préféré mener campagne avec le M'P.E.P., se sont empressés de relayer cette calomnie, laquelle s'est mise à circuler sur la Toile, et quelques sites gauchistes ou anarchistes se mirent à le classer comme « organisation rouge-brune ».

Obscure U.P.A.C.

Le 14 septembre, une mystérieuse « Union Proletaire Antifasciste Creusoise » – dont on se demande si elle compte plus d'un militant – partisan du « droit d'ingérence » impérialiste, et qui amalgame systématiquement antisionisme et

antisémitisme, a posté sur Médiapart un article dans lequel elle traite le P.R.C.F. de « brun-rouge » en tirant argument de sa signature d'un texte du Comité Valmy conjointement avec le F.N. et quelques personnalités d'extrême-droite.

La face cachée de Médiapart

Le Pôle a exigé de Médiapart un droit de réponse dans lequel il précise notamment que « Quand le P.R.C.F. s'est prononcé, (...) il n'y avait pas encore les signataires infréquentables que vous signalez (...) dès que nous avons appris que ce texte était signé par des gens d'extrême-droite nous avons demandé au comité Valmy soit d'enlever les signataires de cette mouvance, soit d'enlever notre signature, et nous avons exprimé cette exigence – soyons très clairs – avant d'avoir eu vent des attaques de l'U.P.A.C. »

La réaction de Médiapart en dit long sur sa déontologie et ses liens avec le site gauchiste « creusois » : avant de publier le droit de réponse du Pôle, il l'a communiqué à l'U.P.A.C., ce qui a permis à cette dernière de répondre d'avance – et en haut de page – au « droit de réponse », relégué quant à lui dans les commentaires de bas de page !

V.F.

A Munich, on enterre le crocodile !

Sous le titre « Lutte de classe et non guerre », le Pôle était convié à Munich le 29 septembre à un meeting-intervention international. A l'occasion du triste anniversaire des accords de Munich, avec le slogan : « Plus jamais ça ! ». Dans la salle, environ une moitié de jeunes dont quelques-uns en chemise bleue de la F.D.J., organisation fondée par Erich Honecker. Sur le thème de la renaissance de l'Impérialisme allemand (symbolisé par un crocodile), l'ensemble était sans concessions. Le lien était fait avec la contre-révolution de 1989-90. Le caractère antisoviétique des accords (qualifiés de Diktat) de 1938 était souligné. Les discours marquaient une claire orientation anti-impérialiste sur les questions de l'heure comme celles de la Syrie. La forme est très originale : présentation, film de la caravane qui s'est déplacée dans les quatre « pays » représentés – les deux

Allemagne, la République Tchèque et la Pologne. Les interventions étaient interrompues par le passage de divers personnages historiques. Pour finir tentative d'exhumation du crocodile au son de « Deutschland über Alles » interrompu par des protestations venues du public.

Des camarades tchèques et polonais étaient présents. Parmi eux, un responsable de la jeunesse communiste tchèque. Le Pôle l'avait accueilli lors d'une conférence. Son organisation était alors menacée d'interdiction.

Le Pôle entend bien approfondir les contacts avec ces camarades et proposer des actions communes. Il s'agit de bien viser l'articulation entre un impérialisme allemand dominant et les mécanismes de l'Union Européenne. Sans oublier l'impérialisme français qui semble d'autant plus agressif qu'il est subordonné.

Hommage aux travailleurs algériens victimes du colonialisme raciste

A Grenoble, à l'appel d'une quarantaine d'associations, partis, syndicats, dont le P.R.C.F., 300 personnes environ ont manifesté le 17 octobre pour rendre hommage aux victimes de la répression raciste du colonialisme par la police de Papon et pour :

- exiger que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans les massacres liés à la colonisation, notamment dans celui du 17 octobre 1961
- condamner toute complaisance vis-à-vis de l'O.A.S. et des nostalgiques de l'ordre colonial
- affirmer le droit des migrants à vivre en France dans la dignité et sans subir de discriminations
- refuser les discours xénophobes, racistes, colonialistes
- être solidaires des combats des peuples pour leurs droits

Les drapeaux du P.R.C.F. rappelaient la place des communistes français qui aux côtés de leurs camarades algériens ont lutté pour l'indépendance de l'Algérie – quatre mois plus tard, à Charonne la police assassinait huit militants communistes pacifiques qui manifestaient contre les fascistes de l'O.A.S..

Le soir même nous apprenions le pas en avant accompli par F. Hollande, qui sans être suffisant nous encourage à persévérer.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

Prompt rétablissement

I.C. envoie ses fraternels vœux de prompt rétablissement aux camarades De Angelis, Mallet, Parquet et Réveillac, que les ennuis de santé n'ont pas épargnés ces derniers temps.

Félicitations

La rédaction félicite toute l'équipe du N° spécial d'I.C. (Supplément au n° 120-

121) qui a été distribué par voie postale, à la fête de l'Humanité ainsi qu'à la manifestation du 30/09 contre le T.S.C.G. (et pour la sortie de l'Euro et de l'U.E. en ce qui concerne quelques organisations dont le P.R.C.F.) et qui circule maintenant sur la Toile. Félicitations aussi à tous les camarades dont le travail permet la publication, 4 fois par an, d'Etincelles, la revue théorique du P.R.C.F.

Lisez, faites lire, vendez

I.C. ! Abonnez-vous et faites des abonnements !

Vente militante

36 I.C. : Parquet (94) ; 20 I.C. : Poirier (37) ; 5 I.C. : Colovray (69) ; 4 I.C. : Gastaud (62).

Soutien :

100€ : Roulet (73) ; 75€ : Blanchard (80) ; 25€ : Robert Max (52), Remmery (80) ; 15€ : Rodriguez (93) ; 10€ : Farigoule (43) ; 5€ : Mateo (94), Robiquet (51).

Bravo et merci à tous !

Honneur et gratitude éternelle du peuple français aux héroïques combattants de Stalingrad

Les signataires de cet appel, représentants de sensibilités politiques distinctes :

- appellent la population de France à continuer le combat des héros de Stalingrad et de la Résistance antifasciste et patriotique en défendant l'indépendance nationale, la démocratie, les conquêtes sociales ;
- appellent à combattre sous toutes ses formes le racisme et la xénophobie d'Etat ;
- condamnent l'anticommunisme, qu'ils ne confondent pas avec la discussion contradictoire et argumentée sur le bilan de la première expérience socialiste de l'histoire ;
- demandent que le service public de télévision et radio programme des émissions sur l'Armée Rouge et le combat animé par le mineur ukrainien Vasil Porik dans le Nord-Pas-de-Calais.

Dans le respect de leurs convictions propres, les personnalités signataires appellent également au rassemblement du 2 février 2013, à 15 heures, place de la bataille de Stalingrad, à Paris.

Pour vous associer, envoyez votre signature à Jany Sanfelieu (jany.sanfelieu@wanadoo.fr), en indiquant vos nom, qualités, adresses postale et électronique.

Premiers signataires :

Léon Landini, Président de l'Amicale des Anciens F.T.P.-M.O.I. des bataillons Carmagnole-Liberté, Médaille de la Résistance, interné de la Résistance, grand mutilé de Guerre suite aux tortures endurées pendant son internement ; Officier de la Légion d'Honneur ; Président du Pôle de Renaissance Communiste en France (P.R.C.F.) ; Roger Ranoux, ancien Résistant Corrèze et Dordogne 1943-44, colonel F.F.I., ancien député, maire honoraire de Montrem (24) ; Georges Hage, Président d'Honneur du P.R.C.F., député P.C.F. durant 34 ans, ancien doyen de l'Assemblée Nationale, ancien Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères, Médaille

de l'Amitié entre les Peuples de la République de Cuba ; Georges Gastaud, Secrétaire National du P.R.C.F., fils de Résistant, philosophe ; Jean-Jacques Candélier, député communiste du Nord (59) ; Pasquale Noizet, membre du Conseil National du P.C.F. ; Gilles Questiaux, enseignant, membre du comité de section du P.C.F.- Paris XXème ; Henriette Dubois (Nelly dans la Résistance) : d'octobre 43 à la Libération, assura la liaison de l'Etat-major F.T.P. avec toute la Zone Sud – Légion d'Honneur à titre militaire – Combattante Volontaire de la Résistance ; Jean-Pierre Hemmen : Vice-Président du P.R.C.F., fils de Jean Hemmen, qui fut Commandant responsable politique dans les Brigades Internationales d'Espagne, participa à la création de l'O.S. (Organisation Spéciale du P.C.F.) et fut fusillé en 1942 ; Vincent Flament, P.R.C.F.-59, Rédacteur en Chef d'Initiative Communiste ; Le Mouvement Politique d'Education Populaire (M'P.E.P.) ; Jean-Luc Pujo, Président des clubs Penser la France ; Gilles Bachelier, membre du bureau du Collectif Républicain des Gaullistes de gauche ; Dimitri Manessis, animateur national J.R.C.F. ; Nathalie-Sage-Pranchère, archiviste-paléographe, agrégée d'histoire, docteure (19) ; Lucienne Georges, ancienne F.T.P., agent de liaison de Rol-Tanguy pendant la libération de Paris, Conseillère Municipale de Savigny/Orge (91) ; Jean Estivill, professeur d'histoire, fils de déporté à Matthausen, neveu de Celestino Alfonso du groupe Manouchian-Affiche Rouge, Conseiller Municipal de Savigny/Orge (91) ; Pierre Pranchère, ancien Résistant A.S. et F.T.P.F., co-fondateur du Collectif Maquis de Corrèze, député honoraire (19) ; Marcel Rigout, ancien Résistant, député honoraire, ancien ministre (87) ; Guy Lacorre, gaulliste, Résistant A.S., colonel, Ordre National du Mérite, Croix de Guerre (87) ; Antoine Manessis, secrétaire du P.R.C.F. à l'action unitaire (38) ; Annette Mateu-Casado, trésorière nationale du P.R.C.F. ; Dr. Claude-Emile Tourné, responsable du P.R.C.F.-66, fils d'André Tourné, volontaire en Espagne Républicaine, commandant régional des F.T.P.F. de la région de Lyon à l'été 44 (66) ; Caroline Andréani et Jean-Jacques Karman, membres du C.N. du P.C.F., dirigeants de la Gauche communiste du P.C.F. ; Guy Poussy : conseiller général honoraire du Val-de-Marne ; Eve Aldridge, membre d'Europe Ecologie-Les Verts et de Cap à Gauche 19 ; Pierre Lévy, directeur de Bastille-République-Nation (94) ; Gautier Weinmann, P.C.F.-62 ; François Mairey, (87) fils d'un professeur d'histoire-géographie disciple d'Albert Mathiez à la faculté de Dijon ; Germaine Moreau, Résistante clandestine (39-44), Légion d'honneur (46) ; Jany Sanfelieu, secrétaire du P.R.C.F., fille de combattant antifasciste en Espagne et en France (89) ; Jacques Nocaudi, président d'honneur de l'Institut Tarnais C.G.T. d'Histoire Sociale, ancien militant C.G.T. et P.C.F. ; Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à Paris VII, P.R.C.F.-78 ; Jean-Claude Danglot, ancien sénateur du Pas-de-Calais ; Barbara Flament, écrivain (Belgique) ; Association Normandie-Niemen do Brasil : R. Barchi, R. Torres, M. Aguiar (Rio) ; Marcelle Sage-Pranchère, P.R.C.F., militante associative (19) ; Bernard Vitalis, fils de F.T.P. supplicié par pendaison le 9 juin 44 à Tulle ; Anny Clarac, éducatrice spécialisée, élue municipale (64) ; Michel Lagrafeuille, ancien F.T.P., frère d'André, fusillé le 2/04/44 à Tulle par la Gestapo française de Bonny-Laffont (19) ; Jeannette Fossard, co-fondatrice Collectif Maquis de Corrèze, famille de F.T.P. (19) ; Georges Bordes, ancien F.T.P., délégué congrès J.C. 30 mars-2 avril 45 Paris (19) ; Paul Miallet, ancien F.T.P.-M.A.T., délégué congrès J.C. 30 mars-2 avril 1945 Paris

(19) - Marcel Boulégue, ancien sous-officier F.T.P. du groupe à «Jo» (19) ; Jean-Pierre Combe officier de réserve du service d'état-major honoraire (19) ; Maurice Fraysse, ancien Résistant et ancien responsable des Jeunesses Communistes (19) ; Jean Maison, ancien F.T.P., médaille de la Résistance, maire honoraire (19) ; Elise Pranchère-Mazenoux, ancienne F.T.P., croix du C.V.R. (19) ; Jacques Chastagnol, maire-adjoint de Gourdon-Murat (19) ; Colette Sage, P.R.C.F., militante associative, ancienne Conseillère Municipale de Tulle (19) ; Sophie Peuch, militante associative, Donzenac (19) ; Albert Laurent, ancien responsable C.G.T. (19) ; Maurice Fournial, ancien Président du M.O.D.E.F. (19) et membre du C.A. des chambres d'agriculture départementale et régionale, Chevalier de la Légion d'Honneur ; Colette Fournial, ancienne responsable cellule et section P.C.F. Bugeat (19) ; Lina Girelli, ancienne F.T.P.-M.O.I. (83) ; Gilda Guibert, agrégée d'histoire, 78 ; Max Lecante, ancien adjoint au Maire de Terrasson, 24 ; Mireille Landini, employée, 06 ; Michelle Mallet, syndicaliste (78) ; Bernard Guillaumein, ancien syndicaliste S.N.E.P. (78) ; Maître François Kaldor, avocat honoraire (75) ; Jean Bonnet, Président du P.R.C.F.-93 ; Christiane Combe, professeur retraitée, fille de Résistant (19) ; Robert Rondeau, P.R.C.F., adhérent J.C. en 1938 et au P.C.F. en 44, ancien Résistant F.N.J.P., Maire honoraire de Guyancourt, ancien secrétaire des métallos retraités C.G.T.-78, ancien secrétaire de section de Paris XIVème et membre de la Fédération de Paris du P.C.F. (78) ; Alain Rondeau, P.R.C.F.-78, membre du C.I.S.C., ancien de la C.G.T.-métallurgie ; Sylvie Guduk, P.R.C.F.-59, institutrice ; Bernard Colovray, P.R.C.F.-69, ancien ouvrier du Livre ; François Véchart, professeur des écoles, secrétaire P.R.C.F.-Moselle, syndiqué C.G.T. ; Jean-Luc Faye (87) ; Gwénaél Bidault, P.R.C.F.-22, syndicaliste ; Eric Macia, cadre supérieur, ancien membre du C.C. du P.C.F. et ancien secrétaire fédéral du P.C.F.-34 ; Jean Ricordeau, retraité (29) ; Pierre Peuch, Conseiller Municipal de St. Angel, col. Maquis de Corrèze (19) ; Jean-Claude Bezeau, fils de F.T.P., militant C.G.T.-P.C.F.-P.R.C.F. (19) ; Alain Lansard, porte-drapeau A.N.A.C.R., 46 ; Martine Lansard, retraitée, 46 ; Jacques Kmiecik, journaliste S.N.J./C.G.T. (62) ; Noëlle et Floréal Alonzo (65) ; Henri Chevallereau, retraité (32) ; Matthieu Casadesus, ouvrier menuisier (32) ; Natacha Courrèges, (64) et Franck Gall, tous deux militants de la Paix ; Bruno Drweski, historien, membre du collectif «Pas en notre nom» ; Jean-Pierre Sienkiewicz, syndicaliste, agrégé de physique ; Gérard Streletski, musicien, universitaire (69) ; Harput Lu Kamuran Béchir, sociologue (85) ; Catherine Lamour, documentaliste (85) ; Andrée Laurent, conseillère municipale. Gourdon-Murat (19) ; Michel Kachkachian, ancien Résistant F.T.P.F., militant amitié franco-soviétique (75) ; Robert Chagot, ouvrier territorial (19) ; Irène Arcas, P.R.C.F.-34 ; Aurélien Djament, chercheur en maths, P.R.C.F.-44 ; Madeleine Dupont, P.R.C.F.-62, militante du Comité Internationaliste pour la solidarité de classe (C.I.S.C.) ; Emmanuelle Devocelle, enseignante, C.C.-P.R.C.F. ; Benoît Foucambert, professeur d'histoire, syndicaliste (81) ; Joël Vuylsteker, responsable de la Commission Enseignement du P.R.C.F. ; Bernard Parquet, responsable P.R.C.F.-94 ; Denise Desaigne, P.R.C.F.-31 ; Daniel Antonini, P.R.C.F.-62, ancien responsable de la F.M.J.D. ; Marc-Olivier Gavois : Rédacteur de la revue Etincelles ; Olivier Rubens, P.R.C.F.-95 ; Gabriel Casadesus, P.R.C.F.-32, fils de réfugié communiste de la République espagnole et Commissaire de la République (32) ; Luc Wajs,

C.C. du P.R.C.F., fils de Résistants, P.R.C.F.-13 ; Alain Combe ; Véronique et Richard Dugot (87) ; Jean-Paul Batisse, P.R.C.F.-92 ; Abdelkader Bouazzi, P.R.C.F.-34 ; Jean-Pierre Combes, P.R.C.F.-19 ; Hubert Cuilleron : professeur retraité, P.C.F. 92 ; Ernest Faucon, P.R.C.F.-67 ; Christian Favreau, P.R.C.F.-44 ; Félix Crovisier, J.R.C.F.-62 ; Jean-Claude Houseaux, P.R.C.F.-62 ; Alexis Kurkdjian, P.R.C.F.-92 ; Jacques Lefevre, P.R.C.F.-93 ; Jean-Paul Leroy, postier, P.R.C.F.-75, Suzanne Lesturgeon, P.R.C.F.-22 ; Jean-Michel Pascal, P.R.C.F.-75, syndicaliste ; Jean Poirier, P.R.C.F.-37 ; Thomas Remmery, J.R.C.F., 60 ; Jean Réveillac, ouvrier marbrier, P.R.C.F.-32 ; André Riera, responsable P.R.C.F.-49 ; Jean-Claude Soulié : C.C.-PRCF-78 ; Pierrette Varea, P.R.C.F.-34 ; Marie-Christine Vendeville, P.R.C.F.-75 ; David Vincent, ouvrier électricien, P.R.C.F.-72 ; François Weill, P.R.C.F.-46 ; Serge Zaïna, syndicaliste E.D.F., P.R.C.F.-06 ; Romain Margueretaz, ouvrier, Coordination communiste 74 ; Jacques Labarre, démarcheur de L'Humanité (19) ; Roger Dichamp : fils de résistant (19) ; Fanny Pranchère : petite-fille de résistants (19) ; Jean Plazanet : maire honoraire de Tarnac (19) ; Danielle Plazanet : militante antifasciste (19) ; Pierre Louty : auteur éditeur de La Vétizou (87) ; Claude Vienney-Rabat : (95) ; Jean-Luc Flahaut : délégué du M'P.E.P. (62) ; Marc Druésne : ancien responsable syndical, militant associatif (74) ; Marie Ribbens, militante P.C.F. et P.R.C.F. de Douai (59) ; Françoise Pouchery : professeur agrégé d'anglais, Douai (59) ; Pierre-Olivier Poyard : revue L.R.G. (La Répétition Générale) 88 ; Roger Silvain : Renault Billancourt, Président du Front Syndical de Classe ; Yves Vargas : philosophe, communiste ; Laurent Nardi : ancien Maire-adjoint de Passy (74) ; Maurice Ors : militant communiste, Hénin-Beaumont (62) ;

Au titre du Comité de Parrainage du PRCF :

Joseph-Edouard Almudever : engagé à 17 ans dans les Brigades Internationales, le 15 juillet 38, intègre la 129ème Brigade ; Guérillero d'Honneur ; Georges Cabaret, participe à 18 ans aux combats de la Libération au sein du réseau Saint-Jamme ; se bat ensuite pour la décolonisation du Congo, fondateur du P.R.C.F.-72 ; Etorix de Angéles, décoré par la République Socialiste du Vietnam. P.R.C.F.-06 ; Jeanne Dubois-Colette, ancien F.T.P.F., agent de liaison entre l'Internationale Communiste à Bruxelles et le P.C.F. clandestin pendant la guerre, Légion d'Honneur à titre militaire, Combattante Volontaire de la Résistance ; Kenneth Larson, artiste plasticien (18) ; Désiré Marle, prêtre-ouvrier, président d'une association luttant contre la criminalisation des communistes en Europe de l'est ; Jean Rostand, résistant P.C.F. dès octobre 40, à 17 ans. Commandant F.T.P. de la 413ème compagnie qui participe à la libération de Prades et de Perpignan, Croix de Guerre avec citation à l'Ordre de la Division, Guérillero d'Honneur ; Hermine Pulvermacher, ancienne F.T.P.-M.O.I., ancienne secrétaire nationale (pendant 37 ans) du Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale ; Arsène Tchakarian, ultime survivant des F.T.P.-M.O.I. du groupe Manouchian, officier Légion d'Honneur, Médaille d'argent du Ministère de la Défense ;

S'associent à cet appel les internationalistes étrangers suivants :

John Catalinotto : éditeur, Workers World newspaper, 55 W 17 St. New York, N.Y. U.S.A.